

RETOUR DE LA LIBYE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE
Belhimer : "une impulsion pour l'UMA"

P. 24

COOPÉRATION
Boukadoum reçoit le nouveau représentant résident du CICR

P. 24

FÊTE DE ACHOURA
La journée du samedi chômée et payée (Fonction publique)

P. 2

PRÉPARATION DES EXAMENS SCOLAIRES

Le gouvernement s'attèle au respect du protocole sanitaire

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout, a réitéré, mardi à Alger, la nécessité de garantir la sécurité des élèves et de l'ensemble des personnels de l'éducation, depuis le début des séances de révision aux déroulements des examens nationaux officiels, à travers le strict respect du protocole sanitaire mis en place. Le Gouvernement et toutes les autorités locales se sont attelés et s'attèlent encore à la réunion de tous les équipements nécessaires à la mise en

œuvre du protocole sanitaire, et le secteur s'engage au respect "strict et rigoureux" de l'ensemble des gestes barrières, afin de garantir le bon déroulement des prochaines échéances, a assuré le ministre lors d'une visite à plusieurs établissements éducatifs à Alger, à l'occasion du début des cours de révision au profit des candidats aux examens du baccalauréat et de fin de cycle moyen. Se félicitant du respect des mesures sanitaires et de la garantie de tous les

équipements de prévention, notamment le port de masque, la distanciation physique et la prise de température à l'entrée de chaque établissement, outre l'organisation de la circulation au sein des établissements éducatifs, M. Oudjaout a salué "le haut degré de conscience et d'engagement" de la famille de l'Éducation pour le succès de cette étape, la première de la nouvelle année scolaire, a-t-il indiqué.

P.p 4-10
DKnews/APS



DÉVELOPPEMENT MINIER

"Développer les infrastructures logistiques nécessaires aux projets miniers"

P. 6

SANTÉ-RÉFORME

La réforme hospitalière "incontournable" pour répondre aux aspirations (ministre délégué)

P. 10

PÉTROLE

Le Brent à plus de 46 dollars à Londres

P. 7

SANTÉ

CICATRISATION
Comment l'accélérer avec les huiles essentielles

P.p 12-13

FOOTBALL

FC BARCELONE

Messi a décidé de ne "pas se présenter aux entraînements"

P. 21



TIZI-OUZOU

Le rôle de l'immigration durant la guerre de libération nationale souligné

P. 16

ANP

Destruction de 7 casemates à Boumerdes et Batna et 4 bombes artisanales à Médéa

P. 24

FÊTE DE ACHOURA

La journée du samedi chômée et payée (Fonction publique)



La journée du samedi 10 Moharram 1442 de l'Hégire correspondant au 29 août 2020, sera chômée et payée, indique mercredi un communiqué de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

"À l'occasion de la Journée d'Achoura et conformément à la loi n° 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la Journée du samedi 10 Mouharam 1442 de l'Hégire, correspondant au 29 août 2020, est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure où la journée", précise le communiqué.

Toutefois, "les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précitées, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", souligne la même source.

PLAGES - OUVERTURE

Alger: réouverture de la plage de Sidi Fredj Est et Ouest

Les services de la wilaya d'Alger ont annoncé, mardi, la réouverture de la plage de Sidi Fredj Est et Ouest dans la commune de Staouéli (Zéralda), dans le respect des conditions sanitaires préventives, indique un communiqué des mêmes services.

"Dans le cadre des mesures préventives prévues par les services du Premier ministre, relatives à l'ouverture progressive et contrôlée des plages et dans le respect des protocoles sanitaires, le wali d'Alger informe l'ensemble des Algérois de la décision de rouvrir la palge de Sidi Fredj Est et Ouest dans la commune de Staouéli (Zéralda), à partir du 23 août, dans le respect des conditions sanitaires préventives", ajoute la même source.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

4 morts et 246 blessés en 24 heures

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 246 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan établi mercredi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Naâma avec deux morts et cinq blessés, note la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 54 opérations de sensibilisation à travers 14 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement, la distanciation physique et autres mesures de prévention.

Les unités de la Protection civile ont mené également 228 opérations de désinfection générale à travers 21 wilayas ayant touché des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Par ailleurs, 5 personnes sont mortes par noyade à Jijel, Annaba, Mostaganem, Tipaza, et Skikda.

D'autre part, il a été enregistré, durant la même période, 17 incendies ayant détruits 2 hectares (ha) de forêts, 12 ha de maquis, 20 ha d'herbes, 20000 bottes de foin, 130 arbres fruitiers et 20 palmiers.

MOSQUÉE - RÉOUVERTURE

Approbation de la réouverture de 17 autres mosquées à Alger



Les Services de la wilaya d'Alger ont annoncé, mardi, la réouverture de 17 autres mosquées à travers sept circonscriptions administratives dans le cadre de la levée graduelle du confinement en application du dispositif arrêté par les services du Premier ministre pour la prévention contre la propagation de l'épidémie Covid-19.

Le wali d'Alger, Youcef Cherfa "a approuvé" une liste supplémentaire de 17 mosquées à rouvrir dans sept circonscriptions administratives dans le cadre de la levée graduelle du confinement sanitaire et le respect des mesures de prévention contre la propagation du Coronavirus, indique un communiqué de la wilaya.

Soulignant que cette approbation intervient en réponse à la demande des citoyens de certains quartiers au regard de la densité démographique et de l'éloignement des mosquées visées par la décision de réouverture initiale, les Services de la wilaya d'Alger précisent que les circonscriptions administratives concernées sont Bir Mourad Reis (06 mosquées), Cheraga (03 mosquées), Baraki, Hussein Dey et El Harrach (02 mosquées chacune), Draria et Sidi M'Hamed (01 mosquée chacune).

Le nombre des mosquées rouvertes dans la wilaya d'Alger, depuis le 15 août, passera ainsi à 446 soumises à des consignes de prévention sanitaire rigoureuses.

COMMERCE

Illizi : lancement prochain du registre de commerce ambulants



Le ministre du Commerce, Kamel Rezzig, a annoncé, mardi depuis Illizi, le lancement dans les toutes prochaines semaines du service du registre de commerce ambulants.

Ce type de registre de commerce permettra à l'opérateur d'exercer son activité commerciale sur l'ensemble du territoire de sa wilaya, sans contrainte de l'adresse commerciale, a indiqué le ministre à l'APS, en marge de sa visite de travail à la wilaya.

M. Rezzig, qui est accompagné lors de cette visite du ministre délégué chargé du commerce extérieur Aïssa Bekkai, a précisé que cette procédure, devant être lancée dans les toutes prochaines semaines, englobera les différentes activités commerciales, notamment de services.

L'objectif de l'opération est de faciliter la pratique de l'activité commerciale aux jeunes et de satisfaire les besoins des populations dans les zones enclavées et reculées, voire difficiles d'approvisionnement, en leur offrant différents services proposés par le commerçant ambulant.

Le ministre du Commerce a précisé que cette procédure sera digitalisée et élaborée sur une plateforme numérique où les citoyens pourront trouver l'adresse des commerçants, connaître la nature des services offerts, et formuler systématiquement leurs demandes.

NÂAMA

3 morts dans un accident de la route



Trois personnes ont trouvé la mort, mardi, dans un accident de la circulation sur la route reliant les dairas de Mechrria (Nâama) et Bougtob (El Bayadh), a-t-on appris auprès des services de la protection civile de la wilaya de Nâama.

Le drame s'est produit sur la RN 119 reliant les wilayas de Nâama et El Bayadh, au lieu dit "Tissemouline", à 15 kms de la ville de Mechrria.

Un véhicule à bord duquel se trouvaient les trois victimes a dérapé avant de se renverser, a-t-on précisé.

Deux victimes, homme de 58 ans et une femme de 57 ans, avaient rendu l'âme sur place.

La troisième est décédée après son transfert à l'hôpital des "frères Chenafa" de Mechrria.

Leurs dépouilles mortelles ont été déposées à la morgue du même établissement de santé.

Une enquête a été ouverte par les éléments de la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de l'accident, a-t-on indiqué.

MER - NOYADE

2 noyés repêchés en l'espace de 48h à Oran



Les services de la protection civile d'Oran ont repêché, durant les dernières 48 heures, les dépouilles de deux noyés, de sexe masculin, au niveau des plages de Marsa El-Hadjadj et Aïn El-Turck, a-t-on appris, mardi, du chargé de communication de ce corps.

Les plongeurs de la protection civile ont repêché la dépouille d'un jeune, âgé de 26 ans, qui nageait en dehors des heures de surveillance au niveau de la plage "El-Firdaous" à Aïn El-Turck.

Les recherches ont duré trois heures avant la découverte du corps sans vie, a indiqué à l'APS le capitaine Abdelkader Bellala.

Les mêmes services ont repêché le corps d'un jeune, âgé de 17 ans, au niveau d'une zone rocheuse interdite à la baignade, non loin de la grande plage de Marsa El-Hadjadj, alors que la mer était agitée, a-t-on ajouté.

Ces deux noyades portent le bilan des victimes à trois morts, après la noyade, le 16 août dernier au niveau de la plage "Coralès", sur la corniche oranaise, d'un jeune.

Celui-ci se baignait en dehors des heures de surveillance.

Il est à noter que les services de la protection civile de la wilaya d'Oran ont mobilisé, après la décision d'ouverture des plages, dans le cadre de la saison estivale 2020, quelque 750 surveillants saisonniers et 66 professionnels, a-t-on fait savoir. Le nombre des plages autorisées à la baignade s'élève à 33 le long du littoral oranais de 18 km, qui s'étend de la grande plage (Marsa El-Hadjadj) à la plage de Madagh (Aïn El-Kerma), rappelle-t-on.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Tenue "prochaine" d'assises nationales pour le développement des programmes de formation professionnelles

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Houyam Ben Friha a annoncé, mardi à Boumerdès, que son département était en passe de préparer la tenue des assises nationales pour le développement des programmes de formation professionnelle en vue de promouvoir et moderniser le secteur.

La ministre qui supervisait en compagnie du ministre de la Pêche et des Produits halieutiques, Sidahmed Ferroukhi, l'ouverture d'un atelier technique sur la prise en charge des besoins de la formation dans le domaine de la pêche et des produits halieutiques, a indiqué que son secteur était en passe de préparer la tenue d'assises nationales sur le développement et la modernisation des programmes, mais aussi la création de nouveaux programmes et spécialités pour la promotion du secteur.

Parmi les principaux objectifs de ces assises dont la date n'a pas encore fixée, la mise en place de nouveaux mécanismes de formation, conformément aux standards internationaux et aux besoins de

chaque région du pays. Président en compagnie du ministre de la Pêche et des Produits halieutiques, Sidahmed Ferroukhi, l'ouverture d'un atelier technique sur la redynamisation des activités prioritaires, Mme Benfriha a précisé que cet atelier spécialisé dans le tourisme et l'hôtellerie répondait aux attentes conformes aux exigences de la nouvelle dynamique de l'Economie nationale que le Gouvernement s'emploie à concrétiser sur le terrain.

La ministre a mis l'accent sur "la nécessité d'ouvrir des spécialités de formation en fonction de la dynamique économique", ajoutant que la formation était l'une des composantes essentielles pour atteindre le niveau escompté. Cet atelier technique sanctionne un travail effectué juin dernier qui a donné

lieu à la signature d'une convention de partenariat entre les deux secteurs, la définition des thématiques et des études programmées pour la mise en œuvre de ladite convention, a affirmé la ministre.

Il s'agit aussi de l'inclusion de plusieurs nouvelles spécialités liées à la pêche dans la carte de formation outre la définition des visions et des techniques pour intégrer le secteur dans l'économie nationale, a-t-elle ajouté. L'atelier prévoit l'examen des perspectives de la formation dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture ainsi que l'encouragement des jeunes pour accéder à ces spécialités et la création des entreprises en la matière.

Outre l'ouverture et la clôture des travaux de l'atelier, la lecture



et le débat des recommandations, les deux ministres ont inspecté les conditions de la formation à l'Institut de la formation professionnelle

de Zemmouri spécialisé dans la pêche et l'aquaculture. Ils se sont enquis également des conditions de travail au niveau d'un chantier

"Nécessaire mise à jour des programmes de la Formation professionnelle" (recommandations)

Les participants à un atelier scientifique sur la prise en charge des besoins de la formation dans le domaine de la pêche et des produits halieutiques tenu mardi à Boumerdès ont souligné la nécessité de mettre à jour les programmes de la Formation professionnelle en tenant compte des développements technologiques en la matière.

L'atelier technique sur la mise en place de mécanismes à même de relancer les ac-

tivités prioritaires inscrites dans le cadre de l'accord conclu entre les secteurs de la pêche et de la formation professionnelle, tenu à l'Institut national du tourisme à Boumerdès sous la supervision des ministres des deux secteurs, recommande la dotation des entreprises de formation en ressources humaines et matérielles pour la prise en charge de la formation prioritaire. Il a également été question d'intégrer de nouvelles spécialités dans la nomenclature des

branches et spécialités relative au secteur de la Formation, notamment la soudure sous marine, la valorisation du corail rouge et l'aquaculture. La mise à jour d'une carte de formation pour le secteur de la pêche et des produits halieutiques a également été recommandée pour répondre à la demande nationale, notamment dans les régions du sud, tout en assurant un accompagnement technique et scientifique aux jeunes porteurs de projets. Par ailleurs, la ministre

de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Houyam Ben Friha et le ministre de la Pêche et des produits halieutiques, Sidahmed Ferroukhi qui supervisaient la clôture de cet atelier, ont annoncé la création d'une commission intersectorielle chargée du suivi de la mise en œuvre de ces recommandations. Ils ont également annoncé la tenue d'une réunion d'évaluation dans 6 mois pour évaluer les réalisations accomplies sur le terrain.

ANCIEN PRÉSIDENT DU CNASPS
Mahrez Lamari préconise la création d'un Conseil national de la société civile

L'ancien président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple du Sahara occidental (CNASPS), Mahrez Lamari, a préconisé la création d'un Conseil national de la société civile, représentant "toutes ses composantes et tendances" et devant contribuer, en tant que "rassemblement citoyen", à l'édification de l'Algérie nouvelle. Dans une contribution, dont l'APS détient une copie, M. Lamari, également ex-secrétaire général du Mouvement panafricain de la jeunesse, a souligné que l'Algérie, qui traverse une "nouvelle phase décisive" de son évolution historique, politique, économique, sociale et culturelle, "a plus que jamais besoin de la contribution de tous ses fils et filles pour continuer de se construire dans la quiétude, la paix, la concorde et la stabilité". Il a souligné, dans ce sens, la nécessité pour la société civile de contribuer à "la sensibilisation et la mobilisation des citoyens", en vue de leur adhésion à la réalisation des différents projets de développement. Mettant en exergue l'"impératif de changer de visions et de méthodes" et faire émerger de "nouveaux types de relations sociales", M. Lamari a préconisé d'"insérer" un mécanisme permettant au mouvement citoyen et à la société civile de participer activement à la gestion de la situation: prévention, gestion et règlement". Afin que le mécanisme (le Conseil national de la société civile) puisse devenir opérationnel, "il doit d'abord impliquer la participation citoyenne et politique sans exclusive. Une véritable pédagogie doit être établie et mise en œuvre pour que l'esprit d'entente ainsi que la participation consciente et complémentaire puissent prendre la place de l'esprit de méfiance et de déchirement", a-t-il expliqué. M. Lamari a estimé, dans ce cadre, que la "contribution et participation consciente" de la société civile exige de veiller au "respect du pluralisme du mouvement associatif, de l'autonomie des associations", pour faire du Conseil national de la société civile un "espace démocratique idoine" pour débattre des questions nationales. Sur un plan pratique, il a recommandé de "s'entendre et de rédiger une plateforme d'actions communes pour ensuite aller vers un protocole établi entre le Conseil national de la société civile algérienne, le Conseil national économique et social, le Conseil supérieur de la jeunesse et le Conseil national des droits de l'Homme". "L'appui multiforme" de l'Etat permettra à cet espace d'être un "interlocuteur privilégié avec les pouvoirs publics, en tant que rassembleur des ONG et du mouvement associatif, et contribuera aussi à leur épanouissement et à leur participation effective à la vie socio-économique du pays", a-t-il ajouté. Au niveau international, le Conseil permettra "d'unifier et de renforcer l'action de tout le mouvement associatif sans exclusion, à travers l'adoption d'une stratégie qui assurera une présence forte de notre société civile sur la scène internationale non gouvernementale dans le prolongement et la complémentarité et les acquis réalisés par l'action diplomatique nationale et la politique de notre pays". Pour la réalisation de ces objectifs, M. Lamari a considéré "nécessaire d'encourager la dynamique initiée par l'Etat dans ce cadre et de participer activement aux consultations menées avec le mouvement associatif, les ONG, les personnalités et les acteurs de la société civile".

HISTOIRE - ESSAIS NUCLÉAIRES

Appel à la France pour "déterrer" les déchets provenant des explosions nucléaires dans le Sud de l'Algérie (ICAN)

L'Organisation non gouvernementale internationale ICAN a lancé un appel pour "exercer une pression" sur la France en vue de "déterrer" les déchets provenant des explosions nucléaires effectuées dans le Sahara algérien afin d'assurer la sécurité sanitaire des générations actuelles et futures, et préserver l'environnement.

"Le passé nucléaire de la France ne doit plus rester enfoui dans les sables. Il est temps de déterrer les déchets provenant des essais nucléaires réalisés entre 1960 et 1966 par la France au Sahara pour assurer la sécurité sanitaire des générations actuelles et futures", est-il relevé dans une contribution publiée sur le site internet officiel (icanfrance.org) d'ICAN (International campaign to abolish nuclear weapons).

Sous le titre "Sous le sable la radioactivité ! Les déchets des essais nucléaires français en Algérie", cette Organisation qui lutte en faveur de l'abolition des armes nucléaires, a estimé que le déterrement de ces déchets permettra de "préserver l'environnement", mais aussi "d'ouvrir une nouvelle ère des relations entre l'Algérie et la France". L'appel de cette Organisation internationale, qui regroupe quelque 570 Organisations non gouvernementales issues de 105 pays, intervient plus de 50 ans après le dernier essai nucléaire en Algérie et coïncide également avec la date du 29 août, consacrée par l'Organisation des Nations unies "Journée internationale des essais nucléaires". En ce sens, l'ICAN, lauréate du prix Nobel de la paix en 2017, s'est référée à une nouvelle étude publiée par

la Fondation Heinrich Böll, intitulée "Sous le sable la radioactivité, les déchets des essais nucléaires français en Algérie : Analyse au regard du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires". L'étude a été réalisée par le directeur de l'Observatoire des armements, Patrice Bouveret, et le co-porte parole de ICAN France, Jean-Marie Collin.

"Si on connaît le nombre des essais nucléaires réalisés par la France en Algérie (de 1960 à 1966), ainsi que les principaux accidents qui ont eu lieu, on ignore que les générations actuelles et futures et l'environnement du sud algérien restent soumis aux déchets, notamment radioactifs, présents sur ces sites", a fait observer cette Organisation internationale, relevant que l'étude en question "dresse ainsi un premier inventaire de ce qui a été volontairement laissé (déchets non radioactifs, matériels contaminés par la radioactivité, matières radioactives issues des explosions nucléaires) et enfoui sous le sable, du simple tournevis contaminé par la radioactivité, aux (épaves) avions et chars".

"Cette étude montre également comment le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), qui inclut des obligations positives (articles 6 et 7), est une réponse pour faire évoluer cette problématique humanitaire et sanitaire", souligne ICAN, relevant en outre que la même étude "doit également être rapprochée avec le travail mémoriel de «vérité» entre les peuples français et algériens, mise en place suite à la nomination, côté algérien de M. Abdelmadjid Chikhi (conseiller auprès de la présidence de la Ré-

publique, chargé des Archives nationales et de la mémoire nationale) et côté français, l'historien Benjamin Stora. Le ministre des Moudjahidines et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni, a toujours insisté sur l'impératif de "poursuivre les efforts visant à trouver une solution au dossier d'indemnisation des victimes des essais nucléaires". Pour l'avocate Fatima Benbrahim, il est aujourd'hui impératif de récupérer les archives de la période coloniale, car elles constituent "l'instrument juridique" permettant de définir le nombre exact des victimes de ces explosions.

Pour rappel, entre 1960 et 1966, la France a effectué cinquante-sept (57) expérimentations et explosions nucléaires, à savoir quatre explosions aériennes dans la région de Reggane, treize explosions souterraines à In Ikker, trente-cinq essais complémentaires à Hammoudia, dans la région de Reggane, et cinq expérimentations sur le plutonium dans une zone à In Ikker, située à 30 km de la montagne où ont eu lieu les essais souterrains. La première explosion a été réalisée dans la région de Reggane le 13 février 1960, avec une puissance variant entre 60.000 et 70.000 tonnes de TNT. Cette bombe est cinq fois plus puissante que celle lancée sur Hiroshima, selon les experts. Selon des historiens et experts, ces essais nucléaires dans le sud du pays restent parmi les pires crimes perpétrés durant 132 ans d'occupation destructrice et illustrent la politique génocidaire pratiquée par le colonisateur que la France officielle doit pleinement assumer et reconnaître.

ORAN Début des séances de révision aux élèves candidats au BEM et BAC

Les élèves candidats aux examens de la session 2020 du BEM et du BAC ont rejoint, mardi, les établissements scolaires des cycles moyen et secondaire de la wilaya d'Oran pour suivre des séances de révision en prévision de ces épreuves, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'éducation. Le responsable du secteur, Slimani Arezki, a présidé au lycée "Zergani Lahcen" d'Es-Sénia, le lancement des séances de révision programmées par le ministère de la tutelle au profit des candidats du BEM et du baccalauréat. A cette occasion, il a mis l'accent sur la nécessité de respecter le protocole préventif imposé par l'actuelle situation sanitaire exceptionnelle. Le même responsable s'est informé du dispositif mis en place notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du protocole préventif sanitaire et l'occupation des classes dont le nombre de candidats ne doit pas dépasser les 15 élèves, conformément aux instructions stipulées dans le protocole préventif sanitaire. Il a également rappelé que le protocole de prévention sanitaire élaboré au niveau de tous les centres d'examen, porte sur la programmation d'opérations de désinfection de toutes les infrastructures de ces centres, la fourniture de masques de protection et de gels hydro-alcooliques, la disposition des tables et des chaises de manière à assurer la distanciation entre les candidats et la mise en place d'affiches à l'entrée de chaque centre sur les méthodes préventives à suivre par tous les candidats.

TIZI-OUZOU-ÉDUCATION

Une rentrée entre joie et stress avant le bac

Heureux, mais aussi stressés, tel est l'état d'esprit des élèves du lycée El Khenssa de Tizi-Ouzou qui ont repris les chemins de l'école mardi matin pour des cours de rattrapage en prévision de l'examen du baccalauréat.

Quelques minutes avant l'ouverture des portes du lycée, "Nous appréhendions encore leurs (élèves) réactions, mais, finalement, cela s'est passé dans la sérénité et dans une euphorie des retrouvailles comme s'ils renouaient avec quelque chose d'inchangé", soutient Djebbar Djamilia, proviseur de la structure scolaire. Première constatation, fait-elle remarquer, "ils étaient tous munis de masques visières et essayaient tant bien que mal de garder une certaine distance entre eux, de se saluer juste d'un signe de la tête ou de la main, ce qui est un signe de leur conscience de l'importance du respect des mesures préventives." A ce propos, Mme Djebbar affirme que "tous les aspects du protocole préventif ont été mis en œuvre pour garantir aux élèves les meilleures conditions à même d'évacuer de leur esprit le risque de la Covid-19 et les conditions climatiques qui prévalent pour leur permettre de se concentrer entièrement sur les révisions." Stérilisation de tous les espaces, traçage au sol, distanciation en classe avec



une moyenne de 15 à 20 élèves par salle et des repas légers et diététiques préparés et servis pour ceux qui restent sur place à midi.

"Il y en a qui ont décidé de rester ici à midi, ceux qui sont rentrés chez eux pour revenir l'après-midi et d'autres qui nous ont avisé qu'ils ne reviendraient pas," affirme la même responsable, soulignant que la Direction de l'établissement agit avec "souplesse", surtout, en ce premier jour de reprise.

"En plus de veiller à leur garantir toutes les conditions préventives, nous essayons de leur ex-

pliquer qu'ils ont ici un milieu favorable pour les révisions, que cela les aidera d'avantage en étant entre eux et en compagnie de leurs enseignants, dans le seul but d'optimiser leurs chances," explique-t-elle. Côté pédagogique, "il n'y a pas de retard enregistré avant la pandémie et les enseignants qui connaissent leurs élèves essayeront de faire en sorte de leur faire réviser l'essentiel et de s'adapter en fonction de l'évaluation qu'ils feront en classe", ajoute Mme Djebbar. Beaucoup de parents ont, en outre, accompagné leurs enfants le matin

et sont revenus les récupérer à midi, notamment, les filles. Par crainte imposée par ce climat de crise sanitaire ou par soucis de s'assurer des conditions d'accueil dans les établissements. Farida, mère d'une élève, rencontrée sur les lieux, tout en affichant sa satisfaction des conditions d'accueil des élèves n'en demeure pas moins sceptique quant à la courte durée des révisions. "Ce ne sera pas évident pour les élèves de réviser tout le volume des cours qui leur ont été dispensés avant la pandémie", estime-elle.

Fériel et Yasmine, rencontrées devant le portail du lycée et qui, tout en affichant leur joie de retrouver leur école, affirment être "un peu stressées quand-même", plus à cause des révisions et de l'examen à venir que du risque sanitaire. Quelque 30 700 candidats, soit 14 800 pour le Brevet d'enseignement moyen (BEM) et 15 900 au Baccalauréat (BAC), se présenteront aux examens à travers 118 centres de la wilaya, dont 65 consacrés pour le Bac et 53 pour le BEM.

RENTREE SCOLAIRE 2020-2021 À EL TARI

Réception prévue d'une vingtaine d'infrastructures éducatives

Une vingtaine d'infrastructures des trois paliers de l'enseignement viendra renforcer les établissements éducatifs de la wilaya d'El Tarf dès la prochaine rentrée scolaire 2020-2021, a-t-on appris mardi auprès de la wilaya.

Il s'agit de deux (02) lycées dont un a été achevé à 100% et l'autre affiche 90 % du taux de travaux prévus à Tarf, de quatre (04) collèges d'enseignement moyen (CEM) dont les travaux de deux sont parachevés, a précisé la même source.

Aussi, six (06) groupements scolaires dont trois achevés et trois sont actuellement à un taux d'avancement des travaux de 80% seront mis en service dès la prochaine rentrée scolaire,

aux côtés de six (06) demi-pensionnats, une salle de sport, une unité de dépistage scolaire (UDS) et deux (02) stades pour la pratique sportive dans les CEM. Lors d'un récent point de presse, le chef de l'exécutif local, Harfouche Benarar, avait affirmé que toutes les dispositions ont été prises pour garantir le bon déroulement de la nouvelle rentrée scolaire qui intervient, cette année, dans un contexte particulier lié à la crise sanitaire de Covid-19. Un protocole sanitaire a été approuvé, avait-il affirmé, pour permettre au personnel et aux élèves des différents cycles de l'enseignement de reprendre les cours dans les "meilleures conditions sanitaires possibles." Sur un autre registre, le

wali avait instruit les responsables du secteur d'œuvrer en étroite collaboration avec les collectivités locales pour prendre les mesures qui s'imposent à même de permettre aux candidats au baccalauréat et du BEM, session 2020, de passer les épreuves loin de tout risque de contamination, notamment en assurant la disponibilité des produits de protection et de désinfection (gel et masque) pour éviter d'éventuelles contagions.

Deux réunions ont été dédiées aux préparatifs liés aux prochains examens qui concernent 6724 candidats aux épreuves du baccalauréat et 7267 pour le BEM dans la wilaya d'El Tarf, a-t-on signalé.

TISSEMSILT

Perturbations dans l'alimentation en eau potable de sept communes (ADE)

Sept communes de la wilaya de Tissemsilt devront connaître, à partir de jeudi, des perturbations en alimentation en eau potable, en raison de travaux de maintenance, a-t-on appris, mercredi, auprès de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE). Ces perturbations s'étaleront de 9 heures du matin à 16 h. Elles toucheront les communes de Tissemsilt, Sidi Abed, Ammari, Ouled Bessam, Maasim, Khémisti et Laayoune. La même source a attribué cette perturbation à une coupure du courant électrique au niveau des stations de pompage n°10 et n°11 du barrage « Koudia Rosfa » programmé par Sonelgaz pour réaliser des travaux de maintenance. La même source a indiqué que les approvisionnements en eau potable reprendront dans ces communes après la fin des travaux d'entretien.

GUELMA

Abderrazak Messaoudia installé comme délégué du médiateur de la République

Abderrazak Messaoudia a été installé mardi comme délégué du médiateur de la République dans la wilaya de Guelma, en présence des autorités locales. Dans une déclaration à l'APS après avoir signé le PV d'installation, M. Messaoudia a indiqué qu'il veillera à "restaurer la confiance entre le citoyen et l'administration", conformément aux missions de la médiation de la Présidence de la République, soulignant qu'il transmettra les différentes préoccupations des citoyens

et veillera à trouver les solutions appropriées en coordination avec les élus locaux et les administrations concernées. "Des journées d'information seront organisées "prochainement" dans la wilaya de Guelma pour définir le rôle de cette instance et de se rapprocher des citoyens, notamment dans les zones d'ombre, en coordination avec les associations locales et la société civile, a relevé la même source. Jeune cadre âgé de 30 ans, Abderrazak Messaoudia, est originaire d'une zone d'ombre,

mechta Drara située à Djbel Sefahli, relevant de la commune de Hamam N'bayel, à l'est de la wilaya de Guelma. Il est également diplômé en sciences de la communication et de l'information de l'université de Guelma, enseignant dans la même institution d'études supérieures et chargé de la communication au théâtre régional Mahmoud Triki. Il a également travaillé dans le domaine du journalisme avec plusieurs médias, ainsi qu'avec la radio locale.

BOUIRA

Installation de Laâmourî Abdelhafidh au poste de délégué du médiateur de la République

Laâmourî Abdelhafidh a été installé mardi à Bouira dans son poste de délégué de wilaya du médiateur de la République lors d'une cérémonie organisée par les autorités locales. Dans une allocution précédant la signature du procès verbal de l'installation du délégué de wilaya du médiateur de la République, le secrétaire général de la wilaya, Dahou Mustapha, en sa qualité de représentant du wali Lekhal Ayat Abdeslam, a exprimé la volonté des autorités de la wilaya de soutenir et d'accompagner les efforts du médiateur pour qu'il puisse accomplir ses missions dans des conditions favorables. "L'installation s'inscrit dans le cadre de la mise en application de la politique des pouvoirs publics en vue d'instaurer une véritable démocratie participative et de renforcer davantage la confiance entre l'Etat et le citoyen," a souligné M. Dahou dans son intervention. Le secrétaire général de la wilaya a ajouté en outre que la décision d'instal-

lation du médiateur de la République visait, notamment, à "établir le dialogue direct et permanent avec la société civile et les partenaires sociaux en vue de porter la voix et les préoccupations des citoyens aux hautes autorités du pays." Laâmourî Abdelhafidh a occupé plusieurs postes de responsabilité dans le secteur de l'éducation. Il a débuté sa carrière d'enseignant depuis les années 1980. "Cette expérience lui permettra certainement d'apporter plus de résultats en matière de communication avec les partenaires sociaux afin de trouver des solutions aux différentes entraves", a souligné M. Dahou. M. Laâmourî a appelé, dans une brève allocution, toutes les parties concernées à lui apporter le soutien nécessaire dans son travail de médiateur, afin de tenter de trouver les solutions idoines aux différentes préoccupations des citoyens, notamment ceux vivant dans les régions d'ombre et enclavées.

NÂAMA Installation du délégué de la médiation de la République

Le délégué de l'instance de médiation de la République au niveau de la wilaya de Nâama, Abdelmadjid Mebarki, a été installé mardi lors d'une cérémonie en présence des autorités locales.

A cette occasion, Abdelmadjid Mebarki a exprimé sa pleine disponibilité à "œuvrer pour lever l'injustice dont souffrent les citoyens et écouter leurs préoccupations dans divers domaines." "Il s'agira également d'assurer la médiation entre les citoyens et l'Administration et de suggérer des mesures et des décisions à prendre pour défendre leurs droits", a-t-il ajouté. Pour sa part, le secrétaire général de la wilaya, Benomar Soumna, a rappelé les prérogatives du délégué local de l'instance de médiation de la République qui lui permettront de

contribuer efficacement à la protection des droits et libertés des citoyens. Le délégué local jouera un rôle de suivi et de contrôle qui lui permet d'évaluer la légalité du fonctionnement des institutions et administrations publiques de la wilaya, a-t-il ajouté. Benomar Soumna a appelé l'administration locale, les élus, la société civile et les diverses instances professionnelles et sociales de la wilaya à aider le représentant de la médiation de la République afin de lui permettre d'exercer ses fonctions dans les meilleures conditions.



MASCARA

Recrutement de 85 paramédicaux pour renforcer les établissements de santé

Les établissements de santé de la wilaya de Mascara ont été renforcés de 85 nouveaux paramédicaux, diplômés des instituts publics de formation paramédicale, a-t-on appris, mardi, du directeur de la santé et de la population.

Le Dr. Elamri Mohamed a indiqué à l'APS que ses services ont finalisé, la semaine en cours, les formalités de recru-

tement de 85 agents paramédicaux pour être affectés dans les établissements de santé de la wilaya, notamment les hôpitaux et les structures de proximité.

Selon la même source, cette nouvelle promotion de paramédicaux recrutés comprend 59 infirmiers de santé publique, 15 laborantins et 11 manipulateurs d'appareils de radiologie, en attendant

la réception des P-V de fin d'études des diplômés des autres spécialités en vue de leur recrutement.

Les établissements de santé de la wilaya de Mascara ont connu, ces dernières années, un manque de paramédicaux, en raison de la sortie en retraite de nombreux membres de ce corps médical, a-t-on rappelé.

TLEMCCEN Installation du délégué de wilaya du médiateur de la République

Mohamed Bordji a été installé mardi en qualité de délégué de la wilaya de Tlemcen du médiateur de la République. La cérémonie d'installation à laquelle ont assisté les autorités locales civiles et militaires, intervient en application du décret présidentiel du 16 juillet 2020 portant désignation de délégués locaux du médiateur de la République au niveau des wilayas.

Dans l'allocation qu'il a prononcée, Mohamed Bordji a rappelé que cette confiance que lui a témoignée le Président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, est, dans le contexte de l'Algérie nouvelle, "une mission difficile", compte tenu des circonstances exceptionnelles que traverse le pays en raison de la pandémie du Coronavirus. "Nous allons œuvrer avec abnégation à réduire les charges que subissent les citoyens et à assurer la médiation entre eux et l'administration par des efforts concertés et une réflexion positive pour édifier l'Algérie nouvelle", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le Secrétaire général de la wilaya de Tlemcen, Djamel Menia, a souligné que "des instructions ont été données à toutes les Directions de l'exécutif de la wilaya pour aider le délégué de wilaya du médiateur de la République et l'accompagner afin qu'il assume sa mission dans des meilleures conditions".

OUARGLA

Plus de 11000 nouveaux postes pédagogiques pour la prochaine rentrée de la formation professionnelle

Au moins 11.084 nouveaux postes pédagogiques sont prévus dans la wilaya d'Ouargla pour la prochaine rentrée de la formation professionnelle (novembre 2020), a-t-on appris mardi auprès de la direction locale du secteur.

Ces postes se répartissent entre la formation par apprentissage (3.508 places), la formation résidentielle (3.097), la formation qualifiante (2.764), la formation de la femme au foyer (1.265), la formation passerelle (250) et les cours du soir (200), a-t-on précisé.

Plusieurs filières de formation sont retenues et concernent des spécialités répondant aux exigences du marché de l'emploi, tels que l'agriculture saharienne, le jardinage et espaces verts, le tissage traditionnel, la maçonnerie, la peinture, la mécanique et l'électricité autos, le froid, la soudure, la menuiserie aluminium, le traitement des eaux et le recyclage des déchets, a-t-on ajouté. Une nouvelle spécialité sera introduite cette

année et porte sur l'installation et la maintenance des systèmes photovoltaïques. Aussi, dans le cadre de la prévention et la lutte contre la pandémie de Covid-19, la direction de la formation et de l'enseignement professionnels a prévu un protocole sanitaire préventif, pour préserver la santé des stagiaires et des personnels du secteur, tels que la désinfection des établissements de formation, le port de la bavette et la disponibilité des produits de désinfection et de gel hydro-alcoolique, selon la même source. Le secteur compte dans la wilaya d'Ouargla 20 centres de formation professionnelle et d'apprentissage, cinq (5) instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle, un institut de formation et d'enseignement professionnels spécialisé dans le génie pédagogique, la formation et le perfectionnement des cadres du secteur, un centre régional de formation à distance ainsi que 18 établissements privés agréés.

HAMMA BOUZIANE (CONSTANTINE)

Des habitants de la cité ouvrière revendiquent l'amélioration de leur cadre de vie

Les habitants de la cité ouvrière dans la commune de Hamma Bouziane (nord de Constantine) ont réclamé mercredi l'amélioration de leur cadre de vie notamment du point de vue environnemental.

Le raccordement du réseau d'assainissement traversant cette cité au collecteur principal figure parmi les principales revendications exprimées par les habitants dans le cadre de plusieurs mouvements de protestations et correspondances adressées aux responsables concernés, ont affirmé à l'APS des habitants de cette cité.

Selon le représentant des habitants, Mohamed B., "ce problème perdure depuis plus de six ans et les eaux usées sont déversées à ciel ouvert à quelques mètres de nos habitations. Nous avons, à maintes reprises, alertés les services communaux pour remédier à la situation mais en vain."

Et d'ajouter : "depuis six ans les services de la commune de Hamma Bouziane affirment qu'un projet de raccordement de ce réseau d'assainissement au collecteur principal est inscrit et n'attend que l'aval des services de la wilaya, mais jusque là, rien



n'a été fait et les eaux usées constituent une menace sur la santé des habitants de cette cité."

Relevant une véritable menace environnementale pouvant engendrer un problème de santé publique, les habitants de cette cité "appellent les autorités locales à intervenir le plus rapidement possible pour trouver une solution à cette préoccupation et améliorer leurs conditions de vie."

Contacté par l'APS, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Hamma Bouziane, Abderrazak Filali, a indiqué qu'une opération pour le raccordement du réseau d'assainissement traversant cette cité au collecteur principal de la commune "avait été inscrite et déposée au-

près de la Direction de wilaya de planification pour validation." Relevant que ce projet ne peut être financé sur budget de la commune, l'élu local a précisé qu'"il a été convenu dans le cadre de séances de travail avec les différentes parties concernées, les ressources en eau notamment, de déposer le dossier auprès des services de la wilaya pour financement." "A ce jour, aucune suite n'a été donnée", a-t-il ajouté, soulignant que ce projet revêt "un caractère d'urgence". Abderrazak Filali, qui a rappelé que l'étude de ce projet avait été déjà réalisée, a relevé que "dès le déblocage du financement nécessaire, les travaux seront immédiatement lancés."

TISSEMSILT

Concours régional en ligne de la meilleure recherche historique sur les batailles livrées dans l'Ouarsenis

Le Musée du moudjahid de la wilaya Tissemsilt a lancé jeudi un concours régional en ligne pour l'élaboration de la meilleure recherche historique sur les batailles livrées lors de la guerre de libération dans la région de l'Ouarsenis, a-t-on appris auprès de cette institution de la mémoire nationale.

Le concours, organisé à l'occasion de la

célébration de la Journée nationale du moudjahid, coïncidant avec le 20 août de chaque année, s'adresse aux lycéens et aux adhérents des établissements culturels et de jeunesse des wilayas de Tissemsilt, Tiaret et de Chlef, a-t-on ajouté. Les participants doivent réaliser des recherches historiques pour faire connaître des batailles victorieuses de la

Révolution du 1er novembre qui ont eu lieu dans la région de l'Ouarsenis telles que celles de "Bab El Bakouche" et du "Djebel Amrouna", dans la wilaya de Tissemsilt. Les auteurs doivent s'appuyer sur les témoignages des moudjahidine et des citoyens ayant vécu ces hauts faits d'armes.

Un jury, composé d'universitaires et de

chercheurs en histoire et de cadres du musée, désignera les trois lauréats qui seront récompensés en septembre prochain.

Le concours régional s'inscrit dans le cadre de l'espace virtuel de mémoire que cet établissement a lancé en avril dernier sur sa page officielle sur les réseaux sociaux et son site internet.

POMME DE TERRE - PRODUCTION

Tébessa: production prévisionnelle de 1,3 million quintaux de pomme de terre saisonnière



Une production prévisionnelle de l'ordre de 1,3 million quintaux de pomme de terre est attendue dans la wilaya de Tébéssa, au titre de l'actuelle campagne de récolte 2019-2020, a indiqué mardi, le directeur local des services agricoles (DSA), Saïd Thamen.

"La campagne de récolte de la production de la pomme de terre lancée depuis plus d'un mois se déroule dans de bonnes conditions et devrait se poursuivre jusqu'à la fin du mois d'octobre prochain", a-t-il dit à l'APS, soulignant que "tous les moyens humains et matériels nécessaires sont mobilisés pour réussir cette campagne.

Un rendement moyen de 550 qx de pomme de terre par hectare est prévu, a fait savoir le même responsable, arguant que le suivi des techniques exigées dans la culture de ce tubercule et le recours à l'irrigation d'appoint ont énormément contribué à atteindre ce résultat.

La même source a déclaré que 2.750 hectares ont été consacrés cette saison à la culture de la pomme de terre, relevant une "régression" de près de 300 ha, comparée à la précédente saison agricole.

Le DSA a expliqué ce recul dans la surface réservée pour la pomme de terre par le déficit enregistré en chambres froides et le problème de commercialisation de ce tubercule auxquels font face les agriculteurs de la filière.

La production de la pomme de terre enregistré depuis quelques années un "développement appréciable" à Tébéssa, notamment dans les communes de Ma Labiod et El-Houidjbet, a-t-on précisé, ajoutant que ce développement ouvre "des perspectives prometteuses" d'investissement dans cette filière.

M. Thamen a révélé que la bonne qualité du sol et de la disponibilité d'eau d'irrigation sont les plus importants facteurs qui encouragent cette filière.

La DSA accompagne les agriculteurs investisseurs dans ce domaine durant toutes les étapes de la culture, en organisant des formations et des campagnes de sensibilisation sur les nouveaux mécanismes du soutien agricole accordés par l'Etat, l'utilisation des semences et des engrais subventionnés, ainsi que les méthodes d'irrigations économes et rentables, a-t-on conclu.

COMMERCE

Illizi : vers un registre de commerce de troc et l'élargissement du champ de péréquation de transport de marchandises

Le ministre du Commerce, Kamel Rezzig, a fait état, mardi à Illizi, d'une action en cours pour la création du registre de commerce de troc et l'élargissement du champ de couverture de péréquation de transport de marchandises dans les wilayas du Sud.

S'exprimant lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques locaux, le ministre a indiqué que le registre de commerce de troc permettra au commerçant d'exercer ce type d'activités commerciales, surtout pour ceux ne disposant pas d'un registre de commerce de gros, en raison du gel de ce document depuis quelques années.

M.Rezzig, qui est accompagné dans cette visite à Illizi du ministre délégué au Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, a expliqué que cette formule constituera une solution juridique au problème rencontré par ces commerçants, qui sont notamment des privés, dans l'exercice de l'activité de commerce de troc qui est conditionnée par la détention d'un statut de commerçant de gros.

Le ministre du Commerce a aussi annoncé l'élargissement du champ de couverture du fonds de péréquation du transport de marchandises dans le Sud, en élargissant la liste des produits éligibles au remboursement des frais de transport afin d'englober d'autres articles tels que les fruits et légumes, et ce dans le but de dynamiser l'activité commerciale dans les régions du Sud, maintenir les prix et préserver ainsi le pouvoir d'achat du citoyen.

Après avoir écouté les doléances des opérateurs économiques locaux,



M.Rezzig a affirmé que la wilaya d'Illizi va devenir très prochainement une zone de libre-échange, dans le but d'y insuffler une dynamique à l'activité commerciale, que ce soit en termes de commerce de troc ou d'exportations.

De son côté, le ministre délégué au Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, a présenté un exposé sur l'activité de commerce de troc frontalier qui, a-t-il souligné, aura un impact positif sur l'encouragement et l'élargissement

des perspectives d'investissement dans les relations économiques avec les pays du voisinage africain.

Auparavant, le ministre du Commerce a inauguré le siège de la direction de wilaya du secteur du Commerce, et a visité une laiterie privée d'une capacité de production de 48.000 litres/jours, ainsi que le point de vente ouvert par le groupe Agrodiv à Illizi et assurant la distribution de produits alimentaires, notamment la semoule et les pâtes.

DÉVELOPPEMENT MINIER

"Nécessité de développer les infrastructures logistiques nécessaires aux projets miniers"

Le développement des infrastructures logistiques nécessaires aux projets miniers, en collaboration avec les secteurs concernés, a été parmi les principales recommandations d'un atelier, consacré au développement minier, organisé dans le cadre de la conférence nationale sur la relance économique.

Les participants à cet atelier, présidé par le ministre des mines, Mohamed Arkab, et organisé dans le cadre d'une série d'ateliers tenus dans le cadre de la conférence nationale sur "le plan de relance pour une économie nouvelle", ont appelé au développement des infrastructures logistiques

nécessaires aux projets miniers en collaboration avec les ministères de l'Energie, des Ressources en eau, les Travaux publics et le transport.

Selon le rapport final de cet atelier, lu mercredi à la fin des travaux de la Conférence étalée sur deux jours, il a été également recommandé de libérer l'espace économique et relancer le secteur minier national public et privé, ainsi que la refonte du cadre juridique minier et sa vulgarisation.

Etablir la liste et des minéraux stratégiques et développer les sites identifiés, développer l'infrastructure géologique et géophysique et la chaîne de valeur minière, en col-

laboration avec les universitaires, les opérateurs et les experts, étaient également parmi les plus importantes recommandations de l'atelier.

Les experts ont aussi appelé à élaborer un plan minéral à court terme, comportant diagnostic, programme d'exploration et plan de développement à l'horizon 2035, en collaboration avec les compétences nationales, notamment les universités et centres de recherches.

Ils ont également proposé la reprise et l'actualisation de toutes les études techniques et économiques en rapport avec le secteur minier, le regroupement des archives minières nationales et les

mettre à la disposition des institutions minières.

L'atelier a aussi souligné la nécessité de l'optimisation des installations existantes, la mutualisation de tous les moyens techniques, d'analyse, de traitement et d'enrichissement miniers, ainsi que la numérisation et la digitalisation des données géologiques et minières.

Il a été aussi appelé à l'initiation des programmes de formation adaptés au secteur minier en collaboration entre les institutions en charge de la formation dans les mines, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et celui de la Formation Professionnelle.

CÉRÉALES - RÉCOLTE

Médéa : 1,6 million de quintaux de céréales engrangés

Une récolte de 1,6 million de quintaux de céréales a été engrangée dans la wilaya de Médéa au titre de la campagne moisson-battage 2020, soit 86% des objectifs de production sur lesquels tablait la Direction des services agricoles fixés à 1,9 million de quintaux, a-t-on appris mardi du DSA.

La baisse enregistrée par rapport à ces objectifs est due à plusieurs facteurs, notamment les aléas climatiques (sécheresse ou grêle), les incendies subis durant l'été, mais également les ravages causés par le moineau espagnol, un volatile qui cause beaucoup de dégâts sur les cultures, particulièrement sur les céréales précoces

où les pertes peuvent être importantes au stade laiteux pâteux, correspondant à la phase de reproduction du moineau, a expliqué à l'APS le directeur de wilaya des services agricoles Mustapha Djakoub.

En terme de pertes, le DSA révèle que plus de 19 mille hectares ont été affectés par la sécheresse et reconvertis en fourrage, particulièrement dans le sud de la wilaya où les effets de la sécheresse ont eu un impact négatif sur la production de céréales, alors que les chutes de grêle ont fait perdre 12 hectares de cultures céréalières. Les nombreux feux de récoltes enregistrés entre juin et août ont provoqué la destruction de 19 hectares, selon le DSA,

ajoutant que pas moins de 800 hectares ont été affectés par les attaques du moineau espagnol. S'agissant de la collecte réalisée, au titre de la dite campagne, le DSA annonce la collecte de plus de 475 mille quintaux, équivalent à 57 % des objectifs de collecte qui se situaient aux alentours de 820 mille quintaux. Par ailleurs, un montant de l'ordre de 1,9 milliard de DA a été versé par les coopératives de céréales et légumes secs (CCLS) pour l'acquisition de céréales auprès des producteurs locaux, a indiqué Mustapha Djakoub, précisant que 3796 producteurs sont concernés par cette opération.

APS



PÉTROLE

Le Brent à plus de 46 dollars à Londres

Les cours du pétrole étaient stables mercredi, le marché étant suspendu à la trajectoire de l'ouragan Laura, qui doit frapper une région capitale pour le raffinage du brut aux Etats-Unis, et à l'état des stocks américains publiés plus tard dans la journée.

Ce mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 46,32 dollars à Londres, en petite hausse de 0,09% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois était stable à 43,35 dollars, après avoir touché en séance la veille un plus haut en cinq mois et demi, à 43,57 dollars.

"Les investisseurs se préoccupent mercredi de l'évolution de l'ouragan (Laura) et suivront avec intérêt le rapport hebdomadaire sur les stocks de pétrole américains", a résumé Tamas Varga, analyste.

L'ouragan Laura, qui charriait des vents soufflant à 150 km/h mardi dans le Golfe du Mexique, selon le Centre national des ouragans (NHC), devrait se renforcer encore davantage en



s'approchant des côtes de la Louisiane et du Texas, qu'elle devrait toucher dans la soirée de mercredi. La tempête menace les grands centres de raffinage de pétrole de Lake Charles en Louisiane et Beaumont/Port

Arthur au Texas, situés près de la côte. "La production de pétrole et de gaz dans le Golfe du Mexique a déjà été presque entièrement arrêtée, tout comme de nombreuses raffineries sur la côte.

Et près de la moitié de la capa-

cité de raffinage des Etats-Unis se trouve dans cette région", signale Eugen Weinberg, analyste. Mais "une fois le danger passé, les considérations relatives à la demande reviendront sur le devant de la scène", tempère M. Varga, qui rappelle que le nombre de cas confirmés de coronavirus approche les 24 millions dans le monde.

Les investisseurs ont par ailleurs mercredi les yeux tournés vers le rapport hebdomadaire très suivi de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks de brut dans le pays.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les réserves américaines de brut pour la semaine achevée le 21 août sont attendues en baisse de 2,57 millions de barils.

Les cours du pétrole montent à leur plus haut niveau en 5 mois

Les cours du pétrole sont montés à leur plus haut niveau depuis début mars mardi alors que la tempête Laura, devenue ouragan, perturbait l'activité des plateformes et menaçait des raffineries dans la zone du Golfe du Mexique.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre s'est apprécié de 73 cents, ou 1,6%, pour finir à 45,86 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour octobre a aussi gagné 73 cents, ou 1,7%, pour terminer à 43,35 dollars.

En très légère progression en début de journée, les cours du brut ont accentué leur ascension tandis que le Centre national des ouragans (NHC) annonçait que la tempête Laura, qui menace la côte américaine avec des vents soufflant à 120 km/h, était devenue un ouragan. Laura devrait se renforcer encore davantage en s'approchant mercredi

des côtes sud-ouest de la Louisiane et d'une partie du Texas.

Or la côte américaine était déjà sous la menace, moindre, de Marco, rétrogradé comme tempête dimanche soir. Environ 84% de la production pétrolière dans le Golfe du Mexique a en conséquence été suspendue suite à l'évacuation de 299 plateformes, selon le dernier relevé mardi de l'agence américaine BSEE. Cela correspond à 1,6 million de barils par jour quand les Etats-Unis extraient en moyenne actuellement 10,7 millions de barils par jour. Mais "un plus gros problème pourrait être la fermeture de raffineries sur la côte", remarque Andy Lipow de Lipow Oil Associates. Si Laura maintient sa trajectoire, elle affecterait selon le spécialiste les raffineries de Lake Charles et de Beaumont Port Arthur, qui représentent au total 13% des capacités de raffinage du pays, soit 2,5 mil-

lions de barils par jour. Il faudrait ensuite deux à trois semaines pour que l'activité de ces raffineries revienne à la normale.

"Les contrats à terme sur l'essence ont déjà grimpé de 10 cents le gallon au cours des deux derniers jours", remarque M. Lipow. Toutefois, ajoute-t-il, "les autres raffineries devraient pouvoir compenser les effets causés par les ouragans dans la mesure où elles ne fonctionnent actuellement qu'à environ 80% de leurs capacités" en raison de la baisse de la demande depuis le début de la pandémie.

Les investisseurs attendaient par ailleurs la diffusion dans la soirée du rapport hebdomadaire de l'American Petroleum Institute (API) sur les stocks de brut, avant de prendre connaissance mercredi de celui de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), jugé plus fiable.

ALLEMAGNE

Les dispositifs de chômage partiel et d'aide aux petites et moyennes entreprises prolongés

Le gouvernement allemand a décidé mardi de prolonger son dispositif de chômage partiel, ainsi que ses aides aux petites et moyennes entreprises, destinées à faire face aux conséquences économiques de l'épidémie.

Les partis de la coalition d'Angela Merkel, la CDU-CSU (conservateurs) et le SPD (sociaux-démocrates), ont adopté une proposition d'extension d'un an du programme de chômage partiel, ont annoncé à la presse les chefs de partis au terme de plusieurs heures de négociation à la chancellerie.

Les entreprises pouvaient jusqu'ici bénéficier de ce dispositif durant douze mois.

Il sera désormais applicable pendant 24 mois pour les entreprises ayant fait la demande d'ici fin 2020.

Le gouvernement a aussi décidé de prolonger jusqu'à la fin de l'année une aide financière aux PME, ainsi qu'un assouplissement de la législation sur l'insolvabilité, destiné à éviter des faillites en cascade dans une économie en récession.

Un débat agitant ces derniers jours la coalition de la chancellerie Angela Merkel au sujet du chômage partiel.

Les conservateurs souhaitent en réduire la portée pour limiter le coût financier, les sociaux-démocrates, souhaitant eux la prolongation dans des conditions similaires.

Ce dispositif prévoit notamment la prise en charge par l'Etat de deux tiers du salaire lorsque les employeurs doivent réduire leurs heures de travail pour économiser des coûts ou à cause d'une baisse d'activité liée à l'épidémie de nouveau coronavirus.

Ce programme est l'un des principaux outils utilisés par le gouvernement allemand pour soutenir la première économie européenne contre le ralentissement économique. Au plus fort des mesures de lutte contre le coronavirus en avril, quelque 6,8 millions d'Allemands ont reçu de l'argent par l'intermédiaire de ce dispositif, selon l'agence fédérale pour l'emploi. Des géants allemands comme Lufthansa, TUI, Volkswagen et BMW sont parmi les nombreuses entreprises à avoir bénéficié de ce programme. Avant la pandémie, le chômage allemand se situait à environ 5%. Il a depuis augmenté à 6,4%.

D'autres économies européennes, dont la France et la Grande-Bretagne, ont mis en place des programmes de chômage partiel similaires pour lutter contre les conséquences économiques de la pandémie. Du fait des circonstances exceptionnelles liées à la crise, Berlin a débloqué en urgence en mars 2020 des centaines de milliards d'euros pour son économie. L'Etat allemand a accusé un déficit public au premier semestre de 2020, le premier depuis huit ans.

OCDE - COVID-19

Baisse de 9,8% du PIB au 2^e trimestre 2020

Le produit intérieur Brut (PIB) de la zone de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a accusé une baisse sans précédent de 9,8% au 2^e trimestre 2020, dans un contexte de crise économique liée à l'épidémie de Coronavirus, selon des estimations provisoires rendues publiques, mercredi, par l'organisation. "Suite à l'introduction de mesures de confinement Covid-19 dans le monde depuis mars 2020, le produit intérieur brut (PIB) réel dans la zone OCDE a accusé une baisse sans

précédent, de -9,8%, au 2^e trimestre de 2020", a indiqué un communiqué de l'organisation. "Il s'agit de la plus forte baisse jamais enregistrée pour la zone, nettement supérieure au -2,3% enregistré au 1^{er} trimestre de 2009, au plus fort de la crise financière", a ajouté l'OCDE.

Parmi les sept principales économies, le PIB a chuté de façon spectaculaire, de -20,4% au Royaume-Uni. En France, où les mesures d'endiguement ont été parmi les plus strictes, le PIB a reculé de -13,8%, après une baisse de moins 5,9% au trimestre précédent, a détaillé l'OCDE.

Le PIB a également fortement baissé en Italie (-12,4%), au Canada (-12%), et en Allemagne (-9,7%), comparativement à -5,4%, -2,1% et à -2,0% au trimestre précédent, a ajouté la même source. Aux Etats-Unis, où de nombreux Etats ont introduit des mesures de "maintien au foyer" à la fin mars, le PIB s'est légèrement moins contracté avec -9,5%, contre -13% au trimestre précédent. Au Japon, où les mesures de confinement ont été moins strictes, le PIB s'est contracté de -7,8% au 2^e trimestre de 2020, contre -0,6% au trimestre précédent. Dans la

zone euro et dans l'Union européenne, le PIB a reculé de -12,4% et -11,7% respectivement, contre des baisses de -3,6% et -3,2% au trimestre précédent, selon la même communication. En glissement annuel, la croissance du PIB de la zone OCDE a été de -10,9% au 2^e trimestre de 2020, après une croissance de -0,9% au trimestre précédent. Parmi les sept principales économies, les Etats-Unis ont enregistré une croissance annuelle de -9,5%, tandis que le Royaume-Uni a enregistré la plus forte baisse annuelle, soit -21,7%, a souligné l'OCDE.

CANADA

Compensation de 3,46 millions de dollars pour les anciens livreurs de repas à domicile

Les anciens livreurs au Canada de la société allemande de livraison de repas à domicile Foodora ont obtenu une compensation financière de 3,46 millions de dollars canadiens (2,22 millions d'euros), a annoncé mardi un syndicat canadien.

Cet accord a été conclu entre Delivery Hero, la société mère de Foodora Canada, qui a fait faillite en avril dernier, et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), à la suite d'un litige lié à la syndicalisation des livreurs.

"Une entente de 3,46 millions de dollars a été conclue à l'intention des livreurs et livreuses de Foodora de l'ensemble du

pays", a indiqué le STTP dans un communiqué. En février, les livreurs de Toronto et de Mississauga avaient obtenu le droit de se syndiquer après que la Commission des relations de travail de l'Ontario a déclaré qu'ils étaient des "entrepreneurs dépendants et non des entrepreneurs indépendants, comme le soutenait l'entreprise Foodora".

Près de 90% des livreurs avaient précédemment rejoint le STTP, devenant ainsi "les premiers travailleurs et travailleuses, dont le travail est régi par une application mobile, à se syndiquer", a précisé le syndicat. Selon les médias locaux, le syndicat

reprochait à l'entreprise d'avoir quitté le marché canadien au motif que ses livreurs avaient choisi de se syndiquer.

En avril, en pleine pandémie de coronavirus, Foodora Canada s'était déclaré en faillite et avait mis fin à ses activités sur le marché canadien après cinq ans, invoquant une récente "intensification de la concurrence".

La semaine dernière, la société Delivery Hero a annoncé rejoindre le Dax 30, l'indice vedette de la Bourse de Francfort.

Sa capitalisation atteint près de 20 milliards d'euros, soit près de quatre fois plus que lors de son entrée en Bourse en juin

2017. Mais Delivery Hero n'a jamais été bénéficiaire depuis sa création en 2011 et voit même ses pertes se creuser d'exercice en exercice: elles ont atteint l'an dernier 663 millions d'euros avant impôts, contre 258 millions un an plus tôt.

Delivery Hero a décidé de fermer en 2018 ses activités qui reposaient sur l'enseigne Foodora en France, faute d'avoir rencontré le succès escompté.

La société allemande exerce dans 40 pays et emploie plus de 25.000 personnes, qui traitent près de quatre millions de commandes par jour.

POLLUTION-PROTESTATION Bouira : des citoyens de Bechloul protestent contre la pollution

Des dizaines de citoyens de la commune de Bechloul à Bouira ont observé mardi un sit-in devant le siège d'une usine algéro-chinoise (Daufin d'Or) spécialisée dans la fabrication d'équipements en aluminium pour protester contre la pollution provenant des rejets et déchets chimiques générés par cette entreprise, a-t-on constaté. Implantée à l'intérieur de la zone d'activité de Bechloul, "cette unité, située à quelque 200 mètres du centre ville de la commune, dégage des gaz toxiques et déverse ses rejets et déchets chimiques sur un petit Oued qui traverse des habitations. "Tout cela est un danger pour notre santé.

Il faut que les autorités interviennent pour trouver une solution à ce problème qui dure depuis plusieurs mois", se sont plaints des citoyens en colère. Avant d'observer le sit-in, les citoyens ont organisé une marche qui s'est ébranlée depuis la ville de Bechloul jusqu'au siège de la société, qui, selon les protestataires, "exerce sans autorisation d'exploitation". "Il s'agit de notre énième action de protestation, mais les responsables de cette entreprise nous défient et ils ne veulent pas nous entendre", a indiqué un des représentants des citoyens.

Selon les protestataires, cette unité dispose d'une fonderie pour le recyclage des matières premières, ce qui génère des fumées toxiques et néfastes sur la santé des populations riveraines. "Les citoyens ont raison de protester contre cette pollution. Ils réclament la fermeture ou la délocalisation du four qui génère des fumées", a expliqué à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Bechloul, Ammouche Abdelkader.

Les habitants de la commune protestent aussi contre les déchets rejetés par l'usine et déversés dans l'oued traversant plusieurs localités.

"Ces déchets constituent une véritable menace pour notre santé", s'est plaint un groupe de citoyens protestataires.

"Cette entreprise est confrontée à un litige avec la Direction de l'environnement, donc elle doit trouver des solutions à la pollution pour protéger la santé publique et l'environnement aussi", a expliqué, de son côté, le directeur de l'industrie et des mines, Abderrahim Belbaki.

Les responsables de l'association locale "Assameur" qui ont appelé à cette action de protestation, ont affirmé avoir tout fait pour alerter les responsables locaux et les services de la wilaya, sur cette catastrophe écologique qui menace toute la région.

"Les déchets générés par l'usage de la Daufin d'Or portent atteinte à l'environnement, et tout le monde peut le constater sur le terrain. Nous, les habitants du village Ichihane, sommes les premiers concernés par cette pollution", s'est plaint le président de l'association Bourouba Hassane. Un représentant de l'entreprise s'est longuement entretenu avec les protestataires, avant qu'il s'engage à trouver une solution urgente à ce problème dans un délai de 48 heures.

"Je comprends bien ce que vous soulevez comme problème, mais donnez nous un délai de 48 heures pour pouvoir voir avec les autres responsables de l'entreprise en vue de tenter de trouver une solution définitive à ce problème", a-t-il dit aux citoyens protestataires.

MÉDÉA Réception de cinquante autobus pour le transport scolaire

Un quota composé de cinquante autobus, destinés au transport scolaire, a été livré, mardi, aux autorités de la wilaya de Médéa, en prévision de son affectation prochaine à différentes communes, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Financé par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ce quota d'autobus "contribuera à renforcer le parc de transport scolaire au niveau de la wilaya, notamment dans les communes enclavées qui enregistrent un déficit en matière de transport scolaire", a-t-on expliqué.

L'opération d'affectation de ces autobus interviendra "dans les tous prochains jours", a-t-on affirmé, de sorte à permettre aux communes bénéficiaires de s'organiser, à l'approche de la rentrée scolaire et prendre toutes les dispositions susceptibles de garantir le transport du plus grand nombre possible d'élèves, en particulier ceux issus des villages et hameaux isolés, a-t-on ajouté.

SOLIDARITÉ-ASSOCIATIONS

Le ministère de la Solidarité rend hommage au mouvement associatif national

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, et ministre par intérim du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Kaoutar Krikou a présidé mardi à Alger une cérémonie en l'honneur de plusieurs associations de la société civile qui ont contribué activement aux actions de solidarité et de sensibilisation durant la crise sanitaire de la Covid-19.

Lors de cette cérémonie, organisée au Musée du Moudjahid à l'Office Riadh El Feth, un hommage a été rendu à une quarantaine de collectifs de proximité dont les associations d'alphabétisation, "Iqraa", "Kafel El Yatim" pour la protection des orphelins, "Assistance humanitaire, Santé et Secours", "Waad" pour la prise en charge sociale de la jeunesse, ainsi que l'Union nationale des handicapés algériens, actives dans les domaines de la solidarité, à travers des opérations d'assainissement et de désinfection, de fabrication de bavettes et d'équipements médicaux de protection tels les masques et les sur-blouses destinées au personnel soignant, et la sensibilisation des citoyens sur la prévention contre la pandémie du coronavirus.

Placée sous l'intitulé "L'esprit solidaire, une authenticité algérienne", la cérémonie s'est déroulée en présence des ministres des Moudjahidine et Ayants-droit, Tayeb Zitouni, de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid, des conseillers du Président



de la République chargés des associations religieuses, Aïssa Belakhdar, et du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, des présidents du Conseil national des Droits de l'Homme, Bouzid Ladhari, de l'association des Oulémas musulmans algériens Abderrezak Guessoum, et du Croissant rouge algérien, Saïda Benhabyles, ainsi que des secrétaires généraux du ministère de la Culture et des Arts, Hakim Miloud, et de l'Organisation nationale des Enfants de Chouhada, Houari Tayeb. Une projection d'un

court documentaire mettant en exergue l'action de différentes associations a été suivie de l'intervention des responsables présents qui ont souligné l'importance de l'apport du mouvement associatif dans la construction de l'Algérie nouvelle", se référant aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant sur la nécessité d'"élaborer une vision commune entre le gouvernement et ses partenaires économiques et sociaux en vue d'asseoir de nouvelles bases au modèle du développement national".

Ce nouveau modèle basé essentiellement sur l'organi-

sation de la société civile et du mouvement associatif, devra également impliquer, selon les différents intervenants, les organisations patronales et professionnelles, ainsi que les syndicats, les Clubs de réflexion et les institutions et entreprises économiques", un ensemble qui constituera, ont-ils déclaré, "une troisième force qui accompagnera les secteurs public et privé".

A l'issue de la cérémonie, une toile de peinture à l'huile au format de 110 cm X 65 cm, œuvre du jeune Ayoub Rakkah, diplômé de l'École des Beaux Arts d'Alger, a été dévoilée, mettant en avant l'apport prépondérant des acteurs de la société civile dans la sensibilisation et la prévention contre la pandémie de la Covid-19.

Très applaudie par l'assistance et les hauts responsables présents, "Elan de solidarité du peuple algérien", intitulé de la toile, représente des mains qui symbolisent le mouvement associatif, surgissant de l'obscurité pour porter haut le territoire de l'Algérie vers la lumière sous le regard bienveillant de la femme algérienne.

PÊCHE-FORMATION

Une formation de marin qualifiés aux personnes sans qualification scolaire

Le ministre de la Pêche et des Produits halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, a fait état, mardi depuis Boumerdes, de la préparation en cours d'un décret exécutif permettant aux personnes sans qualification scolaire de suivre une formation de marin qualifié.

"Un décret exécutif sera, prochainement, promulgué pour résoudre le problème de formation des pêcheurs sans qualification scolaire, et qui permettra à cette catégorie de suivre une formation de marin qualifié, sans la condition du niveau de deuxième année moyenne", a précisé M. Ferroukhi à l'issue de la cérémonie d'ouverture, en compagnie de la ministre de la

Formation et de l'Enseignement professionnels, Hoyam Benfriha, d'un Atelier technique sur la prise en charge des besoins nationaux en matière de formation dans le domaine de la pêche et des productions halieutiques.

Ce texte de loi prévoit, d'après les explications du ministre, que cette formation sanctionnée par un certificat d'aptitude comprend un stage pratique en mer de 4 mois au maximum avec des cours théoriques à raison de 2 heures deux fois par semaine.

Les marins diplômés bénéficieront ainsi des avantages de la Sécurité sociale et du soutien de l'Etat dans le

cadre de la dynamisation et le développement des activités de pêche, a-t-il ajouté.

Lors de la visite d'un atelier privé au niveau du port de Zemmouri (Alger Est) spécialisé dans l'aménagement des carrés d'ancrage, le ministre a salué un projet "pilote" et "important" en terme de mise en place d'une cartographie d'ancrage au niveau de ce port permettant une meilleure gestion de toutes les infrastructures et une exploitation optimale des espaces.

Intervenant lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier technique sur les mécanismes indispensables à la dynamisation des activités prioritaires inscrites dans le

cadre de la Convention-cadre signée en juin dernier entre les deux départements ministériels, le ministre de la Pêche et des Produits halieutiques a indiqué que la valorisation des ressources humaine et matériel des deux secteurs était entre autres objectifs de cet atelier.

Une meilleure couverture des besoins en formation qualifiante, notamment dans les régions du Sud et l'amélioration de la réponse aux besoins des professionnels et opérateur économiques, particulièrement Les jeunes figurent parmi les objectifs de cette rencontre, a-t-il encore ajouté.

ALGER - SAISON ESTIVALE

Plus de 183 tonnes de déchets collectées sur les plages algéroises depuis le 15 août

Les services de l'Etablissement public d'hygiène urbaine et de la protection de l'environnement (EPIC HUPE) a collecté plus de 183 tonnes de déchets à travers 55 plages algéroises autorisées depuis l'ouverture graduelle des plages le 15 août courant, a indiqué mardi un communiqué de la wilaya d'Alger.

Les services de cette entreprise relevant de la wilaya d'Alger ont enregistré, du 15 au 24 août courant, la collecte de 183,13 tonnes de différentes sortes de déchets (ménagers, solides et mari-

times). Le bilan le plus lourd a été enregistré à la circonscription administrative de Zéralda avec 52,21 tonnes de déchets, suivie par Dar El Beïda (48,14 tonnes), Rouiba (43,37 tonnes), Bab El Oued (17,83), Chéraga (14,26 tonnes) et Hussein-Dey (7,32 tonnes), a précisé le communiqué. La HUPE a lancé un programme intense au niveau de 17 plages algéroises visant l'amélioration de l'environnement des plages aux estivants à travers le nettoyage quotidien et la collecte des différentes sortes de déchets, a

fait savoir le communiqué, soulignant la collecte de 8 à 10 tonnes quotidiennement. Par ailleurs, 4000 bennes à ordures ont été mises en place au niveau de 17 communes touristiques et 157 pancartes de sensibilisation aux mesures préventives contre la Covid-19.

Le document a fait état de 336 agents mobilisés durant cette saison estivale pour garantir le bon déroulement du programme de la HUPE qui veille au confort des estivants.

CHINE - ENVIRONNEMENT

Augmentation du nombre de gazelles de Przewalski au lac Qinghai

La réserve naturelle nationale du lac Qinghai, lequel est le plus large lac d'eau salée intérieur de la Chine situé dans la province chinoise du Qinghai (nord-ouest), a enregistré une augmentation du nombre de gazelles de Przewalski (*Procapra przewalskii*), selon l'administration de la réserve.

Le nombre de gazelles de Przewalski près du lac Qinghai a dépassé les 2.700, par rapport à plus de 300 en 1994, montrent les données de l'administration.

Les gazelles de Przewalski se trouvaient autrefois dans le nord et l'ouest de la Chine, néanmoins, elles habitent aujourd'hui seulement près du lac Qinghai.

Cette espèce a été inscrite sur la liste rouge des "espèces



menacées" de l'Union internationale pour la conservation de la nature, et fait l'objet d'une protection nationale de premier rang.

"Avec le renforcement des efforts de conservation, le nombre de gazelles de Przewalski près du lac a augmenté, et un bon patrimoine génétique pour l'espèce a été préservé et établi", a indiqué un responsable de la station de protection du lac.

NAMIBIE - TOURISME

La Namibie va accueillir des touristes étrangers dès le 1^{er} septembre

La Namibie a annoncé mardi la réouverture la semaine prochaine sous conditions de son territoire aux touristes étrangers après plusieurs mois de fermeture des frontières pour cause de Covid-19.

"A compter du 1^{er} septembre 2020, l'aéroport international Hosea Kutako (dans la capitale Windhoek) rouvrira aux touristes étrangers", a déclaré le ministre namibien de l'Environnement, Pohamba Shifeta.

"L'entrée des visiteurs sera toutefois réservée à ceux qui présentent un certificat

de dépistage du Covid-19 négatif de moins de 72h et ils seront consignés sur leur premier lieu de villégiature pendant une semaine", a-t-il précisé, ajoutant que ces conditions seront "réévaluées toutes les deux semaines et amendées si nécessaire".

La fermeture des frontières en raison de l'épidémie de Covid-19 a sévèrement pesé sur le secteur touristique de la Namibie, qui constitue sa troisième source de devises après les mines (uranium, diamants...) et la pêche. Quelque 1,6 million d'étrangers ont

visité l'an dernier ses déserts côtiers et ses parcs animaliers réputés.

Le ministre de l'Environnement a estimé mardi que la reprise du secteur devrait permettre de sauver jusqu'à 120.000 emplois, dans un pays englué depuis plusieurs années dans une sévère crise économique malgré ses ressources naturelles.

Les cas de contaminations au coronavirus ont triplé depuis début août en Namibie atteignant plus de 6.000 cas avec 57 décès enregistrés.

AFGHANISTAN - INTEMPÉRIES

Au moins 46 morts dans des crues au nord de Kaboul

Au moins 46 personnes ont péri suite à des crues soudaines provoquées par d'intenses précipitations nocturnes dans la ville de Charikar au nord de la capitale afghane Kaboul, a annoncé mercredi le gouvernement afghan dans un nouveau bilan. Le ministère de la Santé a également fait état de 80 blessés. Un précédent bilan faisait état de 30 morts. "Vers 02H00 (21H30 GMT mardi), des crues éclair déclenchées par de fortes précipitations ont frappé Charikar", a déclaré la

porte-parole du gouvernement de la province de Parwan, Whaida Shahkar.

Les sauveteurs continuent leur travail pour retrouver d'éventuelles victimes, alors que plus de 500 maisons ont été détruites, a-t-elle poursuivi. "Nous avons des signalements de personnes toujours coincées sous les débris", a rapporté le porte-parole du ministère de la Gestion des désastres, Tamim Azimi. "Nous avons deux familles de notre quartier qui sont encore sous des

débris", a confirmé Abdul Majid, un habitant de Charikar, interrogé par la chaîne de télévision Tolo news. "Nous avons besoin de plus de sauveteurs", a-t-il ajouté. Le président afghan, Ashraf Ghani, a ordonné l'envoi d'aide d'urgence à Charikar, a fait savoir la présidence dans un communiqué. Dix-sept cadavres et environ 40 blessés, dont de nombreux femmes et enfants, ont été amenés à l'hôpital provincial de Parwan, selon le directeur de l'établissement, Abdul

Qasim Sangin. Il y a plusieurs semaines, au moins 15 enfants et une femme avaient trouvé la mort, et des dizaines de maisons avaient été détruites par une crue éclair survenue dans un village de la province de Nangarhar, dans l'est de l'Afghanistan.

D'après le ministère de la Gestion des désastres, des crues éclair ont été recensées dans la nuit de mardi à mercredi dans au moins cinq autres provinces du pays, sans faire état de victimes.

EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE EN INDE

Le bilan s'établit à 16 morts

Le bilan de l'effondrement d'un immeuble d'habitation dans l'Ouest de l'Inde s'est établi mercredi à 16 morts, les secouristes fouillant toujours sous les débris pour tenter de retrouver des victimes, selon les autorités.

Un complexe de 47 appartements s'est écroulé lundi soir dans la ville de Mahad, située à 120 kilomètres au Sud de Bombay.

Les équipes de sauveteurs à pied d'oeuvre dans les débris ont extrait au total neuf personnes vivantes, dont un enfant de quatre ans mardi après-midi.

"Nous sommes dans les dernières phases (des recherches) et ne pensons pas qu'il reste des personnes bloquées sous les débris", a déclaré Shiv Kumar, porte-parole de la Force nationale de réponse aux catastrophes.

Les autorités avaient initialement redouté que jusqu'à 200 personnes soient ensevelies mais ont révisé leur estimation à la baisse, à entre 20 et 70 personnes, car de nombreux résidents se trouvaient hors des lieux au moment de l'effondrement. Des habitants sous le choc ont rapporté

s'être plusieurs fois plaints par le passé auprès du constructeur de l'état de l'immeuble. La police a ouvert une enquête contre lui et quatre autres personnes en lien avec cet effondrement. Les causes de l'accident n'étaient pas immédiatement établies mais les effondrements d'immeubles sont communs en Inde durant la saison de la mousson qui va de juin à septembre. En 2020, la mousson a déjà provoqué la mort de quelque 1.300 personnes dans le sous-continent, dont plus de 800 en Inde seule.

NIGERIA

Rapt en pleine classe de 7 élèves et leur enseignante

Des hommes armés ont kidnappé en pleine classe sept élèves et leur enseignante dans un village de l'Etat de Kaduna, dans le nord du Nigeria, ont annoncé mardi des sources locales.

Les assaillants avaient pris place, à deux ou trois, sur une vingtaine de motos et ils ont envahi le village de Damba-Kasaya lundi matin, en tirant en

l'air. Ils sont entrés dans l'école de Prince Academy où les lycéens préparaient leurs examens de fin d'études, ont expliqué des villageois, cités par des médias. "Ils ont enlevé sept élèves ainsi que leur enseignante", a indiqué Iliya Bawa, un habitant de Damba-Kasaya. "Nous ne savons pas où ils les ont emmenés", a-t-il ajouté. "Ils n'ont toujours pas pris contact

avec les familles, on espère qu'ils ne leur feront pas de mal". L'armée a été déployée dans le village, faisant fuir les derniers hommes armés qui terrorisaient le village, a fait savoir un autre habitant. "Un milicien (engagé pour protéger la communauté des bandits) a été tué dans les échanges de tirs lorsque les soldats sont intervenus", a expliqué ce dernier. Les enlèvements

contre rançon sont courants au Nigeria, particulièrement dans l'Etat de Kaduna où des gangs armés terrorisent les populations, volent le bétail ou pillent les villages.

En octobre 2019, des hommes en armes ont kidnappé six jeunes filles et deux employés dans une école de l'Etat, avant de les relâcher quelques semaines plus tard.

ETATS-UNIS - RACISME

2 personnes tuées par balles à Kenosha (Wisconsin)

Deux personnes ont été tuées par balles dans la nuit de mardi à mercredi dans la ville américaine de Kenosha, lors de manifestations de colère après qu'un policier blanc a grièvement blessé un Afro-américain, Jacob Blake, rapportent des médias citant la police. "Les tirs ont entraîné la mort de deux personnes et une troisième personne a été hospitalisée pour des blessures graves mais qui ne mettent pas sa vie en danger", a annoncé la police de Kenosha sur Twitter.

Des violences ont éclaté dans cette ville du Wisconsin quand des centaines de manifestants ont défilé, pour la troisième nuit consécutive, après la diffusion d'une vidéo montrant Jacob Blake, grièvement blessé dimanche par un policier blanc de Kenosha. Les images montrent le jeune père de famille, suivi par deux policiers ayant dégainé leurs armes alors qu'il contourne une voiture. Un agent attrape son débardeur blanc au moment où il ouvre la portière et tente de s'installer sur le siège conducteur. Le policier fait alors feu --l'enregistrement laissant entendre sept tirs--, atteignant Jacob Blake de plusieurs balles dans le dos.

La police de Kenosha a précisé avoir été alerté sur des informations faisant état de coups de feu et de plusieurs victimes, ajoutant qu'une enquête "active était en cours". Plus tôt, des vidéos, mises en ligne, ont montré des gens courant dans les rues de Kenosha, alors que des coups de feu retentissaient. Dans d'autres, on peut voir des hommes blessés, au sol.

LIBERIA

Les Libériennes manifestent contre la recrudescence des viols

Des milliers de Libériennes ont protesté mardi à Monrovia contre la recrudescence des viols dans le pays appelant le gouvernement à "s'engager à fond et d'arrêter au plus vite quiconque est accusé de viol". "Nous avons enregistré plus de 600 cas de viol entre juin et août", a dit Margaret Taylor, directrice de l'ONG Women Empowerment Network oeuvrant pour les droits et l'émancipation des femmes. En mai, c'était entre 80 et 100 cas, a-t-elle dit à l'occasion de ce rassemblement marquant à Monrovia et dans d'autres villes du pays le début de trois jours de mobilisation.

La fréquence des viols dans ce pays pauvre d'Afrique de l'Ouest éprouvé par les guerres et le virus Ebola au cours de son histoire récente est une préoccupation ancienne. Un rapport de 2016 des Nations unies faisait état de 803 affaires de viol l'année précédente à travers ce pays de quatre millions et demi de personnes, et dénonçait l'absence de sanctions contre les auteurs, des hommes adultes connus de leurs victimes dans la grande majorité.

Les Nations unies attribuaient ce chiffre en partie à "l'héritage d'impunité laissé par 14 années de guerre civile", de 1989 à 2003, qui ont fait 250.000 morts et au cours de laquelle le viol a servi d'arme de guerre. Entre 61,4 et 77,4% des filles et des femmes libériennes ont été violées au cours de cette période sans que les violeurs soient inquiétés, d'après les Nations unies. L'impunité a persisté, seuls 2% des cas signalés de viols et de violences sexuelles ayant donné lieu à une condamnation en 2015 selon elles. Le Liberia a adopté ces dernières années des lois pour protéger les femmes. "Mais la fréquence de ces agissements aujourd'hui encore montre bien que cela ne suffit pas", a souligné Margaret Taylor. "C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de s'engager à fond et d'arrêter au plus vite quiconque est accusé de viol".

S A N T É - A L G É R I E

BATNA

Augmentation des capacités de prise en charge des malades à 662 lits

Les capacités d'accueil des malades atteints du coronavirus dans les hôpitaux de la wilaya de Batna ont augmenté passant de 437 à 662 lits, a indiqué mardi, le directeur local de la santé et de la population DSP, Aïssa Madoui.

"Les centres de diagnostic et d'orientation du Covid-19 ouverts à travers les grandes villes de la wilaya de Batna, ont accueilli plus de 12.600 cas et ont largement contribué à l'allègement de la pression sur les hôpitaux qui ont vu le transfert de 506 malades", a-t-il déclaré à l'APS.

Selon le DSP, 7 centres de diagnostic et d'orientation ont été ouverts à Batna dont 2 au chef-lieu et le reste dans les régions de Ain Touta, Barika, N'gaoua, Ras Laïyoune et Merouana, en attendant, a-t-il dit l'ouverture d'un huitième centre à Arris conformément à la situation épidémiologique dans la wilaya.

Depuis l'apparition de l'épidémie du coronavirus, 9.318 analyses cliniques (PCR) ont été effectuées à Batna qui a enregistré 1.759 cas confirmés, 1.422 guérissons et 158 décès, a-t-on rappelé.

La wilaya de Batna dispose de 2 laboratoires d'analyse et de diagnostic du Covid-19 dont le premier est situé au chef-lieu de wilaya (au centre anti cancer CAC-Dr Belkacem Hamdekene) et le second relevant du secteur privé, a ajouté la même source.

UNIVERSITÉ

Un nouveau centre de médecine préventive à l'université Batna 2

L'université Batna 2 Chahid Mustapha Ben Boulaïd vient de se doter d'un nouveau centre de médecine préventive, a indiqué mardi le directeur de cet établissement d'enseignement supérieur, Hassan Samadi.

"Le nouveau centre de médecine préventive mis en service récemment à la Faculté de biologie, s'est renforcé d'un personnel médical spécialisé et des infirmières", a précisé le même responsable à l'APS. Le personnel médical assure des examens à tous le staff de l'université de Guelma, (administrateurs, enseignants et étudiants) ainsi que de prendre en charge la communauté universitaire, notamment en matière des premiers secours en cas d'urgence et la chirurgie dentaire, a fait savoir la même source.

Un service a été mobilisé pour l'examen et l'isolement des cas suspects du Coronavirus avec le respect de toutes les mesures préventives, a ajouté M. Samadi, soulignant que cette initiative s'inscrit dans le cadre des mesures prises pour prévenir contre la propagation de la pandémie en milieu universitaire.

En outre, un numéro de téléphone spécial a été mis à la disposition des étudiants et des professeurs pour contacter le centre en cas de besoin, a fait savoir la même source, soulignant que cette initiative vise à assurer la prévention et le traitement précoce.

A noter que l'université Batna 2, Chahid Mustapha Ben Boulaïd, compte actuellement plus de 31.000 étudiants répartis sur cinq facultés et trois instituts.

391 nouveaux cas, 299 guérisons et 9 décès

Trois cent quatre vingt-onze (391) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 299 guérisons et 9 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 42.619 dont 391 nouveaux cas, soit 0,9 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1.465 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 29.886, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 21 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, 10 autres ont enregistré plus de 10 cas, tandis que 17 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs, 28 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir le Dr Fourar. Enfin,



le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige

de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique,

rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

EDUCATION - EXAMENS - PRÉPARATIFS

Le ministre de l'Éducation s'engage au strict respect du protocole sanitaire

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Oudjaout, a réitéré, mardi à Alger, son engagement à garantir la sécurité des élèves et de l'ensemble des personnels de l'éducation, depuis le début des séances de révision aux déroulements des examens nationaux officiels, à travers le strict respect du protocole sanitaire mis en place par son département pour la prévention contre la propagation du nouveau coronavirus.

Le Gouvernement et toutes les autorités locales se sont attelés et s'attèlent encore à la réunion de tous les équipements nécessaires à la mise en œuvre du protocole sanitaire, et le secteur s'engage au respect "strict et rigoureux" de l'ensemble des gestes barrières, afin de garantir le bon déroulement des prochaines échéances, a assuré le ministre lors d'une visite à plusieurs établissements éducatifs à Alger, à l'occasion du début des cours de révision au profit des candidats aux examens du baccalauréat et de fin de cycle moyen.

Se félicitant du respect des mesures sanitaires et de la garantie de tous les équipements de prévention,

notamment le port de masque, la distanciation physique et la prise de température à l'entrée de chaque établissement, outre l'organisation de la circulation au sein des établissements éducatifs, M. Oudjaout a salué "le haut degré de conscience et d'engagement" de la famille de l'Éducation pour le succès de cette étape, la première de la nouvelle année scolaire, a-t-il indiqué.

Le ministre avait instruit les directeurs de l'Éducation à travers les wilayas de finaliser, avant le 25 août en cours, les opérations d'aménagement, de nettoyage et de désinfection des établissements scolaires, en coordination avec les services compétents des collectivités locales et autres organismes, en vue de permettre leur ouverture pour la préparation psychologique et pédagogique des élèves. Il avait appelé, dans ce sens, les chefs des établissements éducatifs à mettre en place une organisation spéciale selon la spécificité de chaque établissement pour la révision dans des groupes ne dépassant pas les 15 élèves. La révision doit englober toutes les matières concernées par

les examens du baccalauréat et du BEM (Brevet d'enseignement moyen).

Mettant en avant l'impératif de veiller au bon déroulement de cette opération pour une préparation adéquate des élèves, tant au plan pédagogique que psychologique, il a appelé au respect "strict et rigoureux" des mesures précisées dans l'ordonnance adressées dans ce sens et à la mise en œuvre du protocole sanitaire de prévention, en coordination avec les secteurs concernés, en vue de protéger la santé des élèves et des personnels du secteur. A cet effet, le ministre a insisté sur l'impératif "d'organiser l'espace de l'établissement en mettant en place un plan de circulation pour les élèves et d'aménager des salles dédiées à la révision dans le respect du protocole sanitaire de prévention, notamment la distanciation physique d'au moins 1,5 m.

Pour rappel, les épreuves du BEM sont prévues le 7 septembre prochain et celles du baccalauréat le 13 septembre.

La rentrée scolaire est fixée au 4 octobre prochain.

SANTÉ-RÉFORME

La réforme hospitalière devenue "incontournable" pour répondre aux aspirations

La réforme hospitalière "est devenue incontournable pour répondre aux aspirations", a indiqué mardi à Annaba le ministre délégué auprès du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, chargé de la Réforme hospitalière, Ismail Mesbah.

"Les systèmes de santé ont montré leur limite notamment face à la crise sanitaire exceptionnelle du coronavirus et il est devenu incontournable de trouver un système de santé répondant aux aspirations", a

précisé le ministre délégué au cours d'une rencontre tenue au siège de la wilaya avec les professionnels de la santé, des syndicalistes du même secteur et des représentants de la société civile. M. Mesbah a ajouté que "la numérisation, la simplification des procédures de prise en charge des malades, la décentralisation et la maîtrise de la gestion sont la base de cette réforme." "La réforme hospitalière est une décision des plus hautes instances du pays et sa concrétisation passe par la concertation",

a relevé le ministre délégué chargé de la réforme hospitalière, soulignant que sa présence à Annaba est motivée par le souci de prendre contact avec les professionnels de la santé, praticiens, gestionnaires et syndicalistes et les représentants de la société civile et d'œuvrer à mettre les grandes lignes de cette réforme.

"Je n'ai pas de canevas pré-établi, mais une volonté à monter un projet intégré devant aboutir à un système de santé plus efficace, performant et de qua-

lité", a souligné M. Mesbah.

Le ministre délégué auprès du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, chargé de la Réforme hospitalière, en visite de deux jours à Annaba, avait procédé, accompagné de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, à l'inauguration d'une polyclinique à Sidi Achour.

M. Mesbah devra poursuivre sa visite de travail en inspectant plusieurs structures relevant de son département.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

AFRIQUE - VIRUS

L'Afrique pourrait avoir passé le pic de la pandémie (OMS)

L'Afrique pourrait avoir passé le pic de la pandémie de nouveau coronavirus, a indiqué mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), tout en mettant en garde contre un relâchement qui faciliterait une seconde vague de contaminations.

"Nous semblons avoir atteint un pic et désormais le nombre de nouveaux cas quotidiens est en baisse", a souligné la directrice régionale Afrique de l'OMS, Matshidiso Moeti, au cours d'une vidéo-conférence.

Tous les pays ne sont cependant pas concernés par cette tendance, comme la Namibie, où le nombre de nouvelles contaminations augmente.

Continente le moins touché par le Covid-19 après l'Océanie, l'Afrique a officiellement recensé près de 1,2 million de cas de nouveau coronavirus, dont près de 208.000 décès.

À elle seule, l'Afrique du Sud compte près de la moitié des personnes contaminées et comptabilise le cinquième plus grand nombre de cas au



niveau mondial. Au cours de la réunion de mardi, le ministre de la Santé sud-africain, Zweli Mkhize, a mis en garde contre la possibilité d'une seconde vague.

"Notre plus grande crainte, c'est qu'il ne s'agisse là que de

la première vague et qu'il puisse y en avoir une autre.

Nous avons passé le pic, mais si vous regardez ce qui se passe en Espagne, les cas repartent à la hausse après une longue accalmie", a-t-il souligné. Matshidiso Moeti a

salué les dirigeants africains pour avoir pris "des décisions extrêmement difficiles et courageuses" de confinement.

Mais la situation est toujours "très grave", a martelé la directrice Afrique de l'OMS. "Maintenant que des pays rouvrent leurs économies, une vigilance accrue est nécessaire".

Rappelant les craintes que le virus détruise des systèmes de santé fragiles sur le continent, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a rappelé l'importance de renforcer les infrastructures médicales en Afrique.

"Le Covid-19 nous a appris qu'un système de santé robuste est une question de sécurité nationale et de survie", a-t-il affirmé dans un message diffusé lors de la réunion.

RUSSIE

Plus de 970.000 cas d'infection confirmés

La Russie a enregistré 4.676 cas supplémentaires d'infection au coronavirus ces dernières 24 heures, portant le total à 970.865 cas, a annoncé mercredi le centre national de réponse au COVID-19 dans un communiqué.

Dans le même temps, 115 nouveaux décès ont été signalés, ce qui fait passer le nombre de morts à 16.683.

Moscou, la région du pays la plus touchée par l'épidémie, a signalé 640 nouveaux cas, portant le nombre de personnes atteintes dans l'agglomération à 259.070, a indiqué le centre de réponse.

Selon le communiqué, 786.150 patients se sont rétablis du COVID-19 à ce jour, dont 6.403 au cours de la dernière journée.

En date de mardi, 211.224 personnes étaient toujours sous observation médicale, tandis que plus de 35,1 millions de tests de dépistage ont été effectués à travers le pays.

FRANCE

Plus de 3.000 cas en 24 heures

Plus de 3.000 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés en France au cours des dernières 24 heures, selon les chiffres publiés mardi par Santé publique France.

Au total, 3.304 nouveaux diagnostics positifs ont été relevés, contre 1.955 lundi.

Le seuil des 4.000 a déjà été franchi ces derniers jours.

En 24 heures, 33 nouveaux foyers de cas groupés (clusters) ont été détectés, a aussi indiqué Santé publique France.

Au total, 4.600 personnes sont hospitalisées pour une infection au Covid-19, un chiffre en très légère baisse (4.690 lundi).

Le nombre de patients en réanimation (410) accuse en revanche une légère hausse par rapport à lundi (399). Vingt-deux décès supplémentaires ont été relevés en 24 heures, portant le nombre de morts depuis le début de l'épidémie en France à 30.544 personnes, dont 20.038 au sein des établissements hospitaliers.

CHILI

400.000 cas confirmés de coronavirus

Le Chili a franchi mardi le seuil des 400.000 cas confirmés de coronavirus, mais l'épidémie se stabilise après avoir connu un pic en juin et juillet.

Selon le dernier bilan du ministère de la Santé, 1.406 nouvelles contaminations ont été enregistrées au cours des dernières 24 heures, ainsi que 42 morts supplémentaires dues au Covid-19.

Le total des cas déclarés s'élève à 400.985 et celui des décès confirmés à 10.958.

En prenant en compte les cas suspects, le bilan des morts monte à 14.938.

À partir du mois de mai, le Chili a connu une forte accélération du nombre des contaminations, avec un record de 6.938 en 24 heures le 14 juin.

La courbe épidémique a toutefois commencé à fléchir à partir de la mi-juillet. Elle est depuis cette date sur un palier autour de 2.000 contaminations quotidiennes.

À Santiago, où vivent sept des dix-huit millions d'habitants du Chili, l'épidémie semble stabilisée depuis un mois, alors que la capitale a commencé à cette date un déconfinement très progressif.

La population de la capitale peut se déplacer sans autorisation du lundi au vendredi, mais le confinement est toujours d'actualité pour les week-ends.

Cependant, la situation varie en fonction des régions. Dans l'extrême sud du pays, la ville de Punta Arenas, qui a connu un rebond du nombre des contaminations, et celle d'Arica, dans le nord, à la frontière avec la Pérou, ont été reconfinées.

Les autorités chiliennes ont misé sur un dépistage massif et des confinements sélectifs en fonction de la situation épidémique.

Le Chili est toujours sous couvre-feu le soir, ses frontières sont fermées et les élèves ne sont toujours pas retournés en classe.

GRANDE-BRETAGNE

Les consignes sur le port du masques au collège révisées

Le gouvernement britannique a révisé ses consignes sur le port de masques au collège en Angleterre, après avoir affirmé que ceux-ci n'étaient pas nécessaires, rapportent des médias locaux citant le ministère de l'Éducation.

Dans les régions où la transmission du virus est élevée, les adultes et les élèves devront désormais se couvrir le visage lorsqu'ils se déplacent au sein des établissements secondaires. Le port du masque ne sera cependant pas obligatoire dans les salles de classe, où les risques sont jugés moins élevés. Dans le reste du pays, le gouvernement ne recommande pas le port du masque, mais laisse les établissements décider "s'ils considèrent que cela convient à leur situation particulière", a indiqué le ministère de l'Éducation dans un communiqué publié mardi soir. Ce

changement de position s'appuie sur les recommandations de l'OMS exprimées vendredi en faveur du port du masque dès 12 ans pour lutter contre la transmission du virus. Il intervient aussi au lendemain d'une décision similaire prise en Écosse, chaque nation constitutive du Royaume-Uni ayant compétence en matière d'éducation. Les directeurs d'établissements scolaires avaient poussé pour l'utilisation du masque, soutenus par le Labour, principal parti d'opposition, et des syndicats d'enseignants.

Toutefois, la mesure ne satisfait ni le Labour, qui estime que le port du masque devrait être généralisé dans les parties communes des écoles, ni certains députés conservateurs. "C'est impossible de comprendre pourquoi cela n'a pas été fait plus tôt", a jugé un député tory cité par The

Times. "C'est fiasco après fiasco, volte-face après volte-face", a-t-il déploré.

Un autre député conservateur, Marcus Fysh, a jugé que le gouvernement se "trompait complètement". "Les masques devraient être bannis des écoles", a-t-il affirmé sur Twitter. Ce revirement s'ajoute à un autre sur la notation des examens, annulés cette année pour cause de coronavirus, un "fiasco" qui a conduit à la démission de la patronne de l'Ofqual, le régulateur des examens. Ces controverses ont affaibli le ministre de l'Éducation, Gavin Williamson.

Après avoir assuré il y a quelques jours à peine que les masques n'étaient pas nécessaires, il a justifié sa décision en affirmant que le gouvernement "écoutait les conseils scientifiques et médicaux les plus récents".

CHINE

La partie continentale ne signale aucun nouveau cas transmis localement

Aucun nouveau cas de COVID-19 transmis localement n'a été signalé mardi sur la partie continentale de la Chine, a annoncé mercredi la Commission nationale de la santé.

Quinze nouveaux cas importés ont été rapportés mardi sur la partie continentale, a indiqué la commission dans son rapport quotidien. Aucun nouveau cas suspect ni décès lié à la maladie n'a été enregistré sur la partie conti-

nentale, ajoute le rapport. Parmi les nouveaux cas importés, cinq ont été signalés au Sichuan, quatre à Shanghai, quatre au Guangdong, et un à Tianjin et au Yunnan respectivement, a indiqué la commission. Un total de 54 patients du COVID-19 sont sortis guéris de l'hôpital mardi sur la partie continentale de la Chine, a noté la commission. Mardi en fin de journée, un total de 2.447 cas importés avaient été signalés

sur la partie continentale. Parmi eux, 2.229 sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement, et 218 sont toujours hospitalisés, dont trois dans un état grave. Aucun décès n'a été rapporté parmi les cas importés. Mardi, le nombre total de cas confirmés sur la partie continentale avait atteint 84.996. Sur ce total, 347 patients sont encore hospitalisés, dont sept dans un état grave. En tout, 80.015 personnes sont sorties de l'hôpital

après leur rétablissement, et 4.634 personnes sont décédées de la maladie sur la partie continentale de la Chine, a indiqué la commission.

Il n'y avait aucun cas suspect de COVID-19 sur la partie continentale, a ajouté la commission.

Selon la commission, un total de 11.915 contacts étroits étaient toujours en observation médicale, alors que 1.294 contacts étroits sont sortis d'observation médicale mardi.

INDE - RUSSIE - VACCIN

L'Inde en pourparlers avec la Russie sur Spoutnik-V, le vaccin contre le COVID-19

Le ministère fédéral de la Santé indien a déclaré mardi que New Delhi était en pourparlers avec Moscou sur Spoutnik-V, le vaccin contre le COVID-19. Le vaccin Spoutnik-V a été lancé par le président russe Vladimir Poutine le 11 août.

La Russie est devenue le premier pays au monde à lancer un vaccin contre la maladie COVID-19. Le vaccin sera déployé d'ici la fin de ce mois. "En ce qui concerne

le vaccin Spoutnik-V, l'Inde et la Russie sont en communication. Certaines informations initiales ont été partagées, tandis que des informations détaillées sont attendues", a déclaré Rajesh Bhushan, haut fonctionnaire au ministère de la Santé. Par ailleurs, l'un des principaux instituts de recherche indien dans le domaine de la santé, le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR), a déclaré

mardi que trois candidats vaccins sont les premiers du pays. "Trois vaccins contre le COVID-19 sont en tête de la course en Inde. Le vaccin du Serum Institute est en phase 2(B) et en phase 3 des essais et les vaccins de Bharat Biotech et de Zydus Cadila ont terminé la phase 1 des essais", a déclaré Balram Bhargava, directeur général du Conseil indien de la recherche médicale.

CICATRISATION

5 CONSEILS POUR BIEN CICATRISER

Sur le visage ou sur une zone visible du corps, suite à une coupure, un acte esthétique ou encore des points de sutures post-chirurgie, une vilaine cicatrice est toujours embêtante. Les conseils d'un spécialiste pour améliorer la cicatrization.

1. ON AGIT SANS TARDER

"Dès qu'il y a une perte de l'intégrité de la peau, il y a un intérêt à intervenir, car la cicatrization sera de meilleure qualité", explique le Dr Coustou. Et, plus on traite rapidement, plus le retour à la normale sera lui aussi rapide, qu'il s'agisse d'un acte esthétique (laser, peeling...), d'un acte chirurgical (excèse d'un grain de beauté par exemple), ou d'un bobo de tous les jours (coupure, égratignure...). L'application d'un soin cicatrisant permet de raccourcir le temps de cicatrization, par rapport à l'absence de soin.

2. ON FAVORISE LES MEILLEURES CONDITIONS

"Il y a deux choses importantes à respecter : un milieu humide, dans lequel les acteurs et les facteurs de la cicatrization vont agir. Et le respect du microbiome (ensemble des bonnes bactéries présentes sur la peau), car son rôle est très important dans le processus de cicatrization, poursuit le spécialiste.

On limite donc l'utilisation de produits antibactériens (antiseptiques), qui ralentissent la cicatrization. Sur une plaie souillée par exemple, nettoyer à l'eau et au savon. Désinfecter ensuite une fois avec un antiseptique. Cela suffit en général, on surveille l'évolution de la plaie. Appliquer un soin cicatrisant, deux fois par jour jusqu'à cicatrization complète.

Cela prend en général, entre deux et quatre semaines pour les petites plaies. Pour les plaies d'aspect chirurgical, la cicatrization s'avère plus longue : plusieurs mois parfois, surtout sur



les zones à risques (zones mobiles comme les doigts).

3. ON ÉVITE LA FORMATION DE CRÔUTES

Elles entraînent une rétraction de la peau et augmentent le risque de marques. Elles peuvent aussi démanger. Et si l'on commence à gratter la plaie, et que l'on arrache la croûte, cela crée une nouvelle petite plaie, qui retarde d'autant la cicatrization, et favorise l'apparition de marque. Si une croûte s'est déjà formée, il faut la ramollir avec un produit émollient, comme par exemple une crème hydratante, pour qu'elle se détache et tombe d'elle-même.

4. ON LA MASSE

Dès que la plaie est refermée, on peut faire un léger palper rouler tous les jours sur la peau au moment où l'on applique le soin cicatrisant (si la texture s'y prête). Cette pression mécanique assouplit et stimule les fibroblastes, fibres de soutien du derme. Il suffit de pincer doucement la peau et de la faire rouler tout le long de la cicatrice pour favoriser une bonne cicatrization.

5. ON LA PROTÈGE

Car, "elle n'est "stabilisée" qu'au bout de 12 à 18 mois. Mettre un pansement dessus permet de limiter les frotements avec les vé-

tements (ceinture, soutien-gorge, chaîne autour du cou...), et protéger aussi des expositions solaires", précise le dermatologue. Car, non seulement il ne faut pas exposer une cicatrice au soleil (elle risque de se pigmenter), mais en plus un produit solaire contenant des filtres chimiques ne doit pas être appliqué sur une peau lésée. Le pansement reste la meilleure solution pour éviter de garder une marque.

TROIS SOINS RÉPARATEURS POUR MEUX CICATRISER

En pharmacie ou en grandes surfaces, il existe de nombreux

soins cicatrisants : quel que soit le produit que vous choisissez, vérifiez qu'il contient de l'acide hyaluronique, actif de référence incontournable d'une cicatrization optimale.

Un cicatrisant express

Une nouvelle formule pour ce soin, plus réparatrice et anti-marque, qui soulage et répare activement avec un dipeptide cicatrisant, un extrait de plante d'avoine réparateur et de l'acide hyaluronique hydratant dans une texture riche que l'on peut masser.

Crème Ultra réparatrice Epithéliale A.H Duo, A-Derma, 121,50 € les 40 ml.

Une crème reconstructrice

Sans parfum, hypoallergénique, ce soin agit à chaque étape de la réparation cutanée en favorisant la reconstruction épidermique grâce à l'association de résvératrol, de centelle asiatica et de cuivre, avec aussi du zinc, d'un actif anti-grattage et de l'acide hyaluronique hydratant.

Cicabio Crème, Bioderma, 7,85 € les 40 ml.

Un soin apaisant et hydratant

Cette crème à base d'acide hyaluronique a été formulée pour réparer, hydrater et apaiser et peut être appliquée sur des marques de boutons, des irritations cutanées, après de procédures d'interventions dermatologiques ou sur des peaux agressées par le soleil.

Cica Sol Réparateur, L'ultagen, 5,90 € les 50 ml

Cicatrices : il sera bientôt possible d'éviter les marques

Les cicatrices seront bientôt de l'histoire ancienne. Des chercheurs américains ont découvert comment éviter l'apparition de ces marques sur la peau.

Une cicatrice ne vous marque peut-être plus. Des chercheurs ont réussi à éviter la formation de ces traces en modifiant le processus de régénération de la peau.

Dans cette étude parue dans la revue Science, les chercheurs américains de l'université de Pennsylvanie (Etats-Unis) ont réussi à changer le processus de régénération du derme après une lésion cutanée. La solution repose sur

un "tour de passe-passe" cellulaire : les myofibroblastes (les cellules caractéristiques des tissus cicatriciels) ont été converties en adipocytes (les cellules graisseuses).

CONTRÔLER LES CICATRICES... ET LES RIDES ?

Les adipocytes étant normalement absents des tissus cicatriciels, la peau s'est "reconstruite" sans former de marques. Comment ? Le processus de cicatrization classique s'est effacé au profit d'une régénération cellulaire par des cellules adipeuses. Le secret

consiste à régénérer les follicules pileux en premier. Ensuite, la graisse va se régénérer en réaction aux signaux envoyés par ces follicules", expliquent les chercheurs, repris par 20 minutes.

Ce procédé outre de larges débouchés. S'il est possible de remplacer les cicatrices par une régénération de la peau, cela devrait révolutionner la médecine réparatrice et esthétique. A terme, les chercheurs se prennent même à rêver que ce contrôle du processus cutané puisse donner de nouvelles techniques anti-âge... Pour peut-être un jour modifier les rides ?



Brûlure : vers un traitement pour prévenir les cicatrices ?

Un groupe de chercheurs vient de concevoir une méthode révolutionnaire pour prévenir les marques de cicatrices dues aux brûlures de second ou de troisième degré.

Dans une étude parue dans le *Journal of Investigative Dermatology*, les chercheurs de l'Université de Tel Aviv et de Harvard expliquent avoir créé une méthode non invasive pour prévenir l'apparition de cicatrice lors de brûlure. En effet, lorsque notre peau est brûlée, un mécanisme de régénération se met en route et aboutit à la prolifération de cellules de collagène à l'endroit de la blessure : c'est la cicatrisation.

Celle-ci laisse une marque qui n'est pas forcément nécessaire, et qui peut être inesthétique quand elle est permanente.

Ainsi, la technique des chercheurs a été de parvenir à envoyer de micro-impulsions électriques dans la blessure afin de détruire les cellules de collagènes avant qu'elles ne marquent la peau de façon irréversible. Le plus délicat dans cette manœuvre a été de trouver le juste équilibre entre éviter de créer une nouvelle blessure, et empêcher la cicatrisation d'être "trop" efficace, formant alors une excroissance sur la peau.

« Nous pensons que la technologie que nous avons développée, baptisée électroporation partielle irréversible (ou *PIRE*), peut être utilisée pour prévenir la formation de cicatrice lors de brûlure », affirme le Dr. Goldberg, auteur de l'étude.

Pour parvenir à un traitement efficace, les chercheurs ont traité des rats atteints de brûlure en effectuant cinq thérapies au *PIRE* sur six mois. Les résultats indiquent une réduction de la taille des cicatrices de 58% en comparaison avec celles non-traitées.

DES PREMIERS ESSAIS SUR ANIMAUX CONCLUANTS

L'Organisation Mondiale de la Santé estime à plus de 265 000 le nombre de morts chaque année par brûlure. En France, ce sont 3000 personnes qui sont hospitalisées chaque année pour cause de brûlure. Les cicatrices, dans les cas les plus graves, affectent ceux qui en portent à vie, tant psychologiquement que socialement.

"Nous avons trouvé une manière de partiellement prévenir la formation de cicatrices sur les animaux. Notre prochaine étape est de réussir à lever suffisamment de fonds pour développer un appareil pour des essais cliniques" se réjouit le Dr. Goldberg.

16 novembre 2018

CICATRICES LA DERMOPIGMENTATION C'EST POUR QUI ?

La dermopigmentation permet de camoufler des séquelles laissées par une maladie. Elle aide aussi à se réappropriation son corps et à retrouver une bonne image de soi. Le point avec le Dr Nicolas Kluger, dermatologue et responsable de la consultation "tatouages", à l'hôpital Bichat-Claude Bernard, à Paris et Montsé Dominguez-Succu présidente de la Fédération française de micro-pigmentation.

La dermopigmentation médicale permet d'éclaircir une cicatrice disgracieuse, de dissimuler les séquelles d'une brûlure ou encore de redessiner l'aréole d'un sein ou des sourcils après un traitement de chimiothérapie. Elle est également indiquée pour combler une zone du cuir chevelu dégrainée par une pelade ou pour atténuer un vitiligo.

À ne pas confondre avec le maquillage permanent, qui est une technique purement esthétique.

QUAND OPTER POUR LA DERMOPIGMENTATION ?

Les pigments utilisés sont d'origine naturelle minérale. Ils sont plus couvrants et subsistent plus longtemps dans la peau que les autres pigments.

Ils sont bien tolérés et, par conséquent, les risques d'allergie sont minimes. Toutefois, avant d'avoir recours à cette technique, il est conseillé d'attendre au moins un an après une intervention chirurgicale ou une brûlure, le temps que la cicatrice devienne mature et ne soit plus douloureuse.

COMMENT S'EFFECTUE LA DERMOPIGMENTATION ?

Les pigments sont déposés dans les couches superficielles de la peau, à la limite de l'épiderme et du derme, par une série de micro-piqûres effectuées par un appareil appelé dermographie. Une seconde séance est prévue 6 semaines après, afin de repigmenter, si besoin, les zones traitées qui n'ont pas tenu.

"Selon que la peau est sèche ou grasse, qu'elle présente un pH acide ou basique, elle retient mieux les pigments, explique



Montsé Dominguez-Succu, présidente de la Fédération française de micro-pigmentation. Cela dépend également de la nature de la lésion. Pour une brûlure, plusieurs séances peuvent être nécessaires pour se rapprocher le plus possible de la carnation et obtenir un résultat satisfaisant."

EST-CE PRIS EN CHARGE ?

Les séances ne sont pas remboursées par l'Assurance maladie, sauf dans certaines conditions.

C'est le cas, par exemple, lorsque le médecin oncologue intègre la dermopigmentation d'une aréole dans la prise en

charge globale de la reconstruction mammaire suite à l'ablation d'un sein.

QUELS SOINS PARTICULIERS APRÈS UNE DERMOPIGMENTATION ?

"La toilette de la peau doit être réalisée avec un savon antiseptique durant huit jours, puis à l'eau et au savon.

Une crème cicatrisante est à appliquer deux fois par jour sur la zone pigmentée jusqu'à cicatrisation complète", indique Montsé Dominguez-Succu. Si la peau rougit, gonfle ou si des boutons apparaissent et démangent, il faut consulter un médecin.

QUELLES EN SONT LES LIMITES ?

Contrairement à un tatouage classique, l'encre utilisée n'est pas permanente, la couleur s'estompe peu à peu. Il faut donc effectuer régulièrement des retouches, tous les 6 mois à 2 ans selon la tenue du tatouage et la réaction de la peau aux pigments. "Cette contrainte peut gêner certains patients.

Il est donc important de bien discuter des possibilités qu'offre la dermopigmentation médicale et de ses attentes, sous peine d'être déçu du résultat obtenu", conseille Montsé Dominguez-Succu.

CICATRISATION : COMMENT L'ACCÉLERER AVEC LES HUILES ESSENTIELLES

Si les huiles essentielles sont efficaces pour stopper les saignements et soigner les plaies, elles ont aussi un rôle à jouer dans le processus de cicatrisation.

Processus naturel de réparation de la peau, la cicatrisation dépend de nombreux facteurs : zone et nature de la plaie, qualité de la peau, prise de médicaments, tabagisme, exposition au soleil... Certaines huiles essentielles ont une action cicatrisante intéressante

pour soutenir ce processus de régénération cellulaire, tandis que d'autres, exfoliantes, vont aider à améliorer l'aspect des vilaines cicatrices.

UN ACCÉLÉRATEUR DE CICATRISATION

Mélanger dans un flacon de 15 ml : 1 ml d'HE de géranium rosat, 1 ml d'HE d'achillée millefeuille, 1 ml d'HE de ciste lanadinifère, 1 ml d'HE d'héliochryse italienne, 1 ml d'HE de lavande fine. Compléter avec de l'huile végétale de rose

musquée du Chili. On applique sur la cicatrice 2 fois par jour, jusqu'à ce qu'elle se résorbe.

SOLUTION EXPRESS

Sur une plaie récente, appliquer 1 goutte d'HE de géranium rosat, ciste lanadinifère, héliochryse italienne ou lavande officinale. Ces huiles essentielles seront encore plus efficaces combinées au macérât de millepertuis, à appliquer le soir seulement car photosensibilisant. Sur une cicatrice refermée, appliquer 1 cuillerée à café d'huile de rose

musquée du Chili additionnée de 3 gouttes d'HE de lavande vraie.

LE CONSEIL EN +

Pour une bonne cicatrisation, on veille à protéger efficacement la cicatrice du soleil, même l'hiver, et ce, pendant une bonne année. Une peau abîmée exposée aux UV présente en effet un risque élevé d'hyperpigmentation post-cicatricielle. Le bon geste : avoir un petit stick écran total dans son sac.

CÔTE D'IVOIRE

La justice ivoirienne confirme la radiation définitive de l'ex-président Gbagbo des listes électorales

La justice ivoirienne a confirmé la radiation des listes électorales de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo par la Commission électorale indépendante (CEI), ont indiqué des médias citant son avocat.

"Le président du tribunal a entériné la décision de radiation du président Laurent Gbagbo de la liste électorale. C'est un non définitif, il n'y a plus de recours au plan national", a affirmé l'avocat de M. Gbagbo, Me Claude Mentenon, cité par l'agence AFP.

L'ancien président mais aussi l'ancien chef rebelle et ex-Premier ministre Guillaume Soro, l'ex-chef des Jeunes patriotes, Charles Blé Goudé, et l'opposant Akossi Bendjo, ancien maire du quartier du Plateau à Abidjan, contestaient leur absence des listes électorales affichées dans les bureaux de vote début août.

Des proches de Soro, qui se dit candidat à la présidentielle du 31 octobre bien qu'il vive en exil en France, ont contesté la décision devant le tribunal de Korhogo mais attendent toujours une réponse, a-t-on appris auprès de son entourage.

"Toute personne condamnée pour un délit ou un crime à une privation de ses droits civiques était rayée des listes lors de la révision", avait expliqué Ibrahim Koulibaly-Kuibiert, le président de la Commission électorale indépendante (CEI) lors de la présentation de la révision de la liste électorale début août. Les quatre hommes, qui vivent à l'étranger, ont tous été condamnés par la justice ivoirienne.

Acquitté en première instance par la Cour pénale internationale, Laurent Gbagbo vit à Bruxelles dans l'attente d'un éventuel appel mais il a été condamné par la justice ivoirienne à 20 ans de prison pour le "braquage" de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest pendant la crise post-électorale de 2010-2011.

L'ex-première dame de Côte d'Ivoire, Simone Gbagbo, a demandé le 11 août au président ivoirien Alassane Ouattara "d'amnistier" son époux Laurent.

"Les arguments utilisés pour justifier le retrait du nom de Laurent Gbagbo de la liste électorale sont des arguments juridiques très discutables.

D'ailleurs, le procès qui a conduit à cette condamnation est lui-même politique et injustifiable", avait indiqué Mme Gbagbo.

M. Soro, qui s'est déclaré candidat à la présidentielle, a lui été condamné par la justice ivoirienne à 20 ans de prison pour "recel de détournement de deniers publics" et fait l'objet d'un procès pour "tentative d'insurrection". Le climat s'est tendu en Côte d'Ivoire, dix ans après la crise post-électorale qui a fait plus de 3.000 morts.

Des violences qui ont suivi l'annonce de la candidature du président Ouattara à un troisième mandat ont fait au moins 8 morts en août.

BURKINA

Les élections seront validées sans forcément se tenir dans tout le pays

L'Assemblée nationale du Burkina Faso a procédé, mardi, à l'amendement du Code électoral de telle sorte que les scrutins présidentiel et législatif, prévus en novembre, soient validés même s'ils ne peuvent pas se tenir sur tout le territoire burkinabé.

"En cas de force majeure ou de circonstance exceptionnelle entraînant l'impossibilité d'organiser les élections sur une partie du territoire national, l'élection est validée sur la base de la partie non affectée par la force majeure ou la circonstance exceptionnelle", selon le nouveau code électoral.

"Cela va nous permettre d'avoir des élections apaisées à travers des instruments juridiques qui protègent le scrutin et les résultats qui vont en sortir", a réagi le ministre de l'administration territoriale, Siméon Sawadogo.

Lors de la révision des listes électorales, une partie de 7% du territoire national n'a pas été couverte par les organes de la commission électorale nationale indépendante (CENI) en raison de la menace sécuritaire, selon des chiffres officiels. Le Burkina Faso qui organise des élections législatives et présidentielle le 22 novembre, est confronté depuis 2015 à des violences terroristes, ponctuées de conflits intercommunautaires, qui ont fait au moins 1.100 morts et contraint près d'un million de personnes à fuir leurs foyers.

APR

SAHARA OCCIDENTAL

L'ambassadeur sahraoui à Alger met en garde contre l'inertie de l'ONU face aux dépassements marocains

L'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à Alger, Abdelkader Taleb Omar a mis en garde, mardi, contre l'inaction de l'ONU face aux dépassements du régime marocain et ses tentatives répétées de dévier la cause sahraouie de son processus de décolonisation.

Dans une déclaration à l'APS en marge de sa rencontre avec le président du Front El-Moustakbal, Abdelaziz Belaid au siège du parti, le diplomate sahraoui a indiqué que "la situation au Sahara occidental est dans l'impasse, du fait des entraves marocaines et de l'inertie de l'ONU".

"Le Maroc veut dévier la cause sahraoui de son processus naturel qu'est la décolonisation, et l'impliquer dans des conflits internationaux", a-t-il ajouté précisant que "toute déviation entamerait la crédibilité de l'ONU et du Conseil de sécurité".

"Le peuple sahraoui poursuivra sa lutte jusqu'à l'indépendance",

a poursuivi le diplomate sahraoui qui a tenu à exprimer sa satisfaction du consensus en Algérie vis-à-vis de la question sahraouie, saluant les positions de la classe politique, notamment du parti El-Moustakbal.

"Nous sommes fiers de voir la classe politique en Algérie unie autour de la justesse du droit du peuple sahraoui à son autodétermination", a-t-il ajouté.

De son côté, M. Belaid a indiqué à l'APS que son parti "soutient le peuple



sahraoui dans sa lutte contre le colonialisme jusqu'au recouvrement de l'indépendance", ajoutant que "les Algériens savent connaître très bien le sens des deux mots: colonialisme et indépendance".

Il a fait part de la disponibilité de son parti "à apporter son soutien à toute initiative ou action allant dans le sens du soutien à la cause sahraouie, car il s'agit bel et bien d'un dossier de décolonisation".

MALI

Report d'un sommet extraordinaire des chefs d'état de la Cédéao

Un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), initialement prévu mercredi pour discuter de la situation au Mali a été reporté à jeudi ou vendredi, ont rapporté des médias citant une source au ministère malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Ce report d'un ou deux jours devrait permettre aux dirigeants ouest-africains de "mieux étudier" le rapport du médiateur Goodluck Jonathan suite aux discussions qu'il a eues avec des militaires mutins qui ont opéré la semaine passée un changement anticonstitutionnel de gouvernement, ayant abouti à la démission forcée du président Ibrahim Boubacar Keïta, a précisé la même source.

L'équipe de médiation, conduite par l'ancien président nigérian, a eu des discussions "intenses" avec les membres du "Co-

mité national pour le salut du peuple" (CNSP) pendant trois jours, à l'issue desquels, les deux parties se sont réjouies "des avancées significatives", selon des sources de la Cédéao.

Les chefs d'Etat ouest-africains doivent se "concerter" et "décider" à l'issue de résultats obtenus à Bamako de "renforcer ou d'alléger les mesures" qu'ils ont pris après la démission forcée du président Boubakar Keïta.

Dans ce contexte, les militaires mutins disent attendre la Cédéao qu'elle lève les sanctions annoncées le 20 août: "C'est le peuple qui va beaucoup plus souffrir (des sanctions)", a dit dans ce sens un "porte-parole" des militaires.

En réponse, le ministre des Affaires étrangères du Niger, Kalla Ankourou, membre de la mission ouest-africaine, a souligné que "chacun a déjà fait un pas et nous avons dit que nous nous donnions le temps, 24 heures, 48 heures,

de part et d'autre, et nous restons en contact pour régler cela", a-t-il dit, cité par des médias.

Les chefs d'Etat de la Cédéao avaient annoncé le 20 août, dans la foulée du changement anticonstitutionnel au Mali, la fermeture des frontières des Etats membres de l'organisation avec le pays.

Ils ont décidé l'arrêt de tous les flux financiers et commerciaux, sauf les produits de première nécessité ou de lutte contre la pandémie de Covid-19. De plus, ils avaient exigé, avec effet "immédiat", le retour à la Constitution et le rétablissement du président Keïta dans ses fonctions.

A la demande de la mission de la Cédéao, les militaires mutins ont "accepté" que le président "IBK" quitte le pays pour des examens médicaux, la Cédéao "garantissant" son retour au pays, d'après les médias maliens qui citent le "Colonel-major Ismaël Waugué, porte-parole du CNSP".

GABON

Les compagnies aériennes internationales autorisées à desservir le pays trois fois par semaine

Le gouvernement gabonais a décidé mardi d'augmenter la fréquence des vols des compagnies aériennes internationales desservant le Gabon, qui passeront de deux à trois vols par semaine et par compagnie dès le 1er septembre, indique un communiqué officiel.

Selon le communiqué publié par le conseiller en communication du ministère des Trans-

ports, Yves Mitoumba, cette augmentation fait suite à la régression des nouvelles contaminations par le COVID-19 dans le pays.

Au niveau national, les compagnies aériennes sont autorisées à augmenter le nombre de leurs vols de deux à quatre par semaine et par compagnie.

Le ministère des Transports insiste pour que cette augmentation

ne mette pas un terme aux mesures barrières mises en place pour prévenir le risque d'une propagation de la pandémie.

Les voyageurs sont tenus, par exemple, de présenter un test de COVID négatif datant de trois jours avant leur départ.

Ils doivent se soumettre à un contrôle de température, se laver les mains et porter un masque durant tout le trajet. La semaine der-

nière, les compagnies aériennes nationales ont alerté sur un risque de faillite et de licenciements massifs dans le secteur si le gouver-

nement n'assouplissait pas les restrictions du nombre de vols autorisés par compagnie. Au Gabon, sur 109.360 prélèvements du 12 mars au 24 août, le pays a enregistré 8.409 cas testés positifs au COVID-19 dont 6.959 guérisons et 53 décès.

PALESTINE

La paix au Moyen-Orient est tributaire de la fin de l'occupation israélienne (Abbas)

Le président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré mardi qu'"aucune paix ne pouvait être obtenue" au Moyen-Orient sans mettre fin à l'occupation israélienne des terres palestiniennes.

"Il n'y aura pas de paix, de sécurité et de stabilité dans notre région sans mettre fin à l'occupation israélienne de notre terre et sans obtenir la liberté et l'indépendance au peuple Palestinien dans son Etat souverain aux frontières de 1967", s'est exprimé M.

Abbas lors d'un entretien avec le ministre britannique des Affaires étrangères, Dominic Raab, en visite à Ramallah.

Le Président palestinien, a mis l'accent, à l'occasion, sur "l'importance de la visite du chef de la diplomatie britannique dans ces circonstances compliquées alors que les autorités d'occupation israéliennes occupent toujours El Qods, la capitale de l'Etat de Palestine, en violation de la légitimité internationale, et poursuivent leurs activités de colonisation et leurs plans d'annexion".

Le Président Abbas a rappelé à Raab que lors d'une précédente conversation avec le Premier ministre britannique Boris Johnson, les deux parties ont réitéré leur engagement en



faveur de la paix conformément à la légitimité internationale, et l'entame des négociations sous les auspices du Quartet international et avec la participation d'autres pays".

Par la même, le Président a également réaffirmé "l'engagement de l'autorité Palesti-

nienne à lutter contre le terrorisme international, en poursuivant les efforts pour parvenir à la réconciliation palestinienne jusqu'à la tenue d'élections générales". De son côté, Dominic Raab a déclaré qu'il s'est rendu dans les territoires palestiniens au nom du gouvernement bri-

tannique pour affirmer dans l'esprit d'amitié l'engagement du Royaume-Uni aux côtés du peuple palestinien, et sa position en faveur de la solution à deux Etats ainsi que son opposition à l'annexion du territoire, et une paix durable négociée entre Israéliens et Palestiniens".

LIBAN

Le secteur touristique reprend ses activités malgré le nouveau confinement

Les propriétaires d'établissements touristiques au Liban, mis à genoux par une longue crise économique aggravée par l'explosion dévastatrice à Beyrouth début août, ont annoncé mardi la reprise de leurs activités malgré le rétablissement du confinement pour lutter contre le nouveau coronavirus.

"A partir de demain (mercredi), nous ouvrirons nos portes", a annoncé Tony Rami, président du syndicat des propriétaires de restaurants, cafés, boîtes de nuit et pâtisseries, lors d'une conférence de presse en pleine rue, dans l'un des quartiers les plus dévastés de Beyrouth par l'explosion du 4 août au port de la capitale libanaise.

"Les décisions démagogiques de fermeture ne nous concernent pas. Nous devons coexister avec le coronavirus", a-t-il ajouté.

Il s'exprimait également au nom de syndicats du secteur du tourisme, regroupant les hôtels et établissements balnéaires.

M. Rami a dénoncé un Etat "corrompu" qui n'a pris aucune mesure pour dédom-

mager le secteur touristique. Les autorités libanaises ont imposé depuis le 21 août un nouveau confinement de deux semaines, pour lutter contre le nouveau coronavirus, avec une fermeture des commerces et un couvre-feu nocturne à partir de 18H00.

Les contaminations sont reparties en flèche après l'explosion: 13.687 cas dont 138 décès, selon le dernier bilan officiel mardi. Le 3 août, il recensait 5.062 cas dont 65 décès depuis le 22 février.

Ce nouveau confinement assène un coup supplémentaire à un secteur privé déjà affecté par la crise économique et par l'explosion au port de Beyrouth, qui a endommagé plus de la moitié des restaurants de la capitale et de sa région, selon des responsables du secteur.

Par ailleurs, M. Rami a annoncé que l'ensemble du secteur touristique avait décidé de pratiquer une "désobéissance civile" et ne payerait plus d'impôts.

"Nous ne payerons désormais plus un centime avant l'arrivée d'un Etat nouveau et digne de confiance", a-t-il proclamé,

alors que l'assistance scandait "Révolution!" et "A bas le règne des voyous!".

Le ministère libanais de l'Intérieur a réagi, prévenant qu'il sanctionnerait ceux qui ne respecteraient pas le confinement et pressant les Libanais à agir dans l'intérêt général.

"Le ministère de l'Intérieur (...) n'hésitera pas à appliquer la loi pour ceux qui transgressent le confinement, de la distribution d'amendes aux procédures devant les autorités judiciaires compétentes", a indiqué le ministre démissionnaire de l'Intérieur Mohamed Fahmi dans un communiqué.

Selon M. Rami, l'explosion au port a causé environ un milliard de dollars de dégâts à l'industrie touristique, dont 315 millions pour les seuls restaurants.

La déflagration, provoquée selon les autorités par la présence d'une énorme quantité de nitrate d'ammonium dans un entrepôt du port, a alimenté la colère des Libanais contre la classe dirigeante qu'ils rendent responsable du drame qui a fait plus de 180 morts et des milliers de blessés.

TURQUIE - GRÈCE

Les tensions s'accroissent entre Ankara et Athènes

Les tensions s'accroissent mercredi entre Ankara et Athènes sur fond de découverte d'importants gisements gaziers en Méditerranée, le président turc Recep Tayyip Erdogan affirmant que la Turquie "ne fera aucune concession".

"La Turquie prendra ce qui lui revient de droit en mer Noire, en mer Egée et en Méditerranée (...) Nous ne ferons absolument aucune concession sur ce qui nous appartient", a déclaré le président Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours martial à Istanbul.

"Pour cela, nous sommes déterminés à faire tout ce qui est nécessaire sur les plans politique, économique et militaire", a-t-il ajouté.

Il a tenu ces propos en pleine escalade des tensions entre Ankara et Athènes en Méditerranée orientale où la découverte d'importants gisements gaziers ces dernières années a aggravé des disputes anciennes entre ces deux pays voisins concernant leurs frontières maritimes.

La Turquie a déployé depuis le 10 août un navire de recherche sismique accompagné

d'une escorte militaire dans une zone revendiquée par Athènes, provoquant la réaction de la Grèce qui a également déployé de ses bâtiments dans la région.

Les déclarations d'Erdogan interviennent aussi au lendemain d'un déplacement à Athènes et Ankara du chef de la diplomatie allemande Heiko Maas, dont le pays tente d'apaiser les tensions par une médiation.

"Ankara est prêt au dialogue, mais seulement si Athènes ne pose aucune condition préala-

ble", a indiqué mardi le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu.

Sur le terrain, la situation semble tendue, Ankara et Athènes, deux membres de l'Otan aux relations historiquement délicates, ayant mené mardi des manoeuvres navales rivales.

La Grèce, la France, l'Italie et Chypre doivent en outre conduire de mercredi à vendredi un exercice militaire conjoint en Méditerranée orientale, au Sud de la Crète et de Chypre.

ONU

Nouveau désaveu pour les Etats-Unis sur l'Iran

Les Etats-Unis ont essayé mardi un nouveau désaveu à l'ONU dans leur volonté de voir rétablir des sanctions internationales contre l'Iran, la présidence du Conseil de sécurité affirmant ne "pas être en mesure" de prendre une décision pour concrétiser cet objectif.

Assurée en août par l'Indonésie, la présidence du Conseil n'est "pas en mesure de décider d'une nouvelle action" pour faire droit à la demande américaine, a déclaré l'ambassadeur indonésien, Dian Triansyah Djani.

Lors d'une visioconférence consacrée au Moyen-Orient, il a avancé comme raison principale l'absence de consensus au sein de l'instance suprême onusienne sur la démarche de Washington.

Dans la foulée d'une notification la semaine dernière des Etats-Unis à l'ONU visant à rétablir des sanctions internationales contre Téhéran, 13 membres du Conseil de sécurité sur 15 avaient écrit à la présidence indonésienne pour rejeter sa validité.

Selon ces pays, Washington, ne faisant plus partie depuis 2018 de l'accord nucléaire conclu en 2015 avec Téhéran, n'a pas de base légale pour déclencher à l'ONU un retour de sanctions internationales via ce pacte.

Cette notification "n'a pas eu lieu pour nous", indique un diplomate d'un des 13 pays en question, cité par l'agence AFP.

Dans leur démarche, "les Etats-Unis sont seuls" et "leur but final est de détruire l'accord nucléaire alors qu'ils ont déjà imposé des sanctions (nationales) à l'Iran", ajoute-t-il.

"La saisine de l'ONU par les Etats-Unis a été jugée illégale par 13 membres du Conseil de sécurité".

Normalement le sujet est clos", renchérit un ambassadeur, également sous couvert d'anonymat. Mais les Etats-Unis ne s'avouent pas vaincus.

"En vertu de la résolution 2231" ayant entériné l'accord nucléaire de 2015, "nous sommes en droit de déclencher" le retour de sanctions internationales et gardons la "ferme intention de le faire en l'absence de courage et de clarté morale du Conseil", a asséné l'ambassadrice américaine à l'ONU, Kelly Craft.

En vertu de l'accord de 2015, une notification de violation de ses engagements par l'Iran doit en principe être suivie d'une proposition de résolution par la présidence du Conseil de sécurité.

La mise à l'écart de cette option par l'Indonésie a été saluée mardi par plusieurs membres du Conseil.

Selon des diplomates, Washington pourrait aller jusqu'à déposer son propre projet de résolution, ouvrant la voie à encore davantage de confusions.

Dans ce cas, estime un ambassadeur, ses opposants au Conseil pourraient aller jusqu'à ne pas participer au vote.

PATRIMOINE CULTUREL La récupération du masque de Gorgone valorise la préservation du patrimoine archéologique

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a affirmé mardi à Annaba que la récupération du masque de Gorgone, volé en 1996 et retrouvé en Tunisie, constitue "une valorisation des efforts consentis par le secteur de la culture pour préserver le patrimoine archéologique diversifié dont recèle l'Algérie."



"Le masque de Gorgone, pièce archéologique en marbre blanc qui date de l'époque romaine, pesant 350 kg et récupéré par l'Algérie en 2014, est resté au musée national des antiquités d'Alger et a été remis depuis quelques jours au musée d'Hippone à Annaba", a précisé la ministre lors de sa visite du musée d'Hippone, accompagnée par le ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière Ismail Mesbah.

Mettant en avant les efforts déployés par les services de sécurité et des Douanes algériennes dans la lutte contre la contrebande et le vol des pièces archéologiques, Mme Bendouda a estimé que la récupération de cette œuvre archéologique permettra "de redynamiser le site archéologique d'Hippone au double plans touristique et culturel." Ce chef-d'œuvre archéologique avait été découvert en 1930 au site archéologique Hippone (la ville romaine), a-t-on rappelé.

La ministre a également

relevé que ce potentiel archéologique est en mesure "d'ouvrir des perspectives d'investissements dans le cadre de start up innovantes pour relancer le tourisme culturel à travers, notamment la création de circuits devant mettre en avant l'antique site d'Hippone, son histoire, sa valeur culturelle, historique et archéologique." Dans ce cadre, elle a insisté à encourager les jeunes à investir dans le domaine d'innovation avec des visites d'exploration virtuelles se basant sur la technique (trois dimensions 3D) pour inciter les citoyens à venir découvrir ces sites et créer un dynamisme de développement local.

La ministre de la Culture et des Arts et le ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière poursuivront la visite dans la wilaya d'Annaba en se rendant à l'annexe de l'école des beaux arts de la commune d'El Bouni, avant d'assister au siège de la wilaya à une rencontre avec les représentants de la société civile dont des

représentants d'associations versées dans le domaine culturel. A cette occasion, il sera procédé à la remise de "passports culturels" au profit de staffs médicaux activant dans la lutte contre le coronavirus.

MOSTAGANEM 35 costumes traditionnels locaux inventoriés

La Direction de la culture de la wilaya de Mostaganem a récemment réalisé un inventaire des costumes traditionnels locaux symbolisant le patrimoine et la richesse des traditions de la région, a-t-on appris mardi auprès de cette administration.

Pour l'heure, ce sont 35 costumes qui ont déjà été inventoriés. Une fiche technique a été élaborée pour chaque produit avec son appellation locale, la période et les moyens utilisés dans sa fabrication, les mensurations ainsi que la description de chaque vêtement, sa vocation (masculin ou féminin) et son utilisation quotidienne ou lors d'événements religieux et sociaux.

Il s'agit notamment des blousats dites "Zaim", "Djouhar", "Akik", "Mensoudj", "Frmla" ainsi que le

TIZI-OUZOU Le rôle de l'immigration durant la guerre de libération nationale souligné

L'action de l'immigration algérienne en France durant la guerre de libération nationale a été "un tournant décisif" et "d'un apport important pour le front interne", a souligné mardi à Tizi-Ouzou Abdelkader Bakhouch, un des membres du premier commando de la fédération de France du FLN (FFFLN).

S'exprimant lors d'une rencontre au musée local du Moudjahid à l'occasion du 62ème anniversaire des événements du 25 août 1958 marquée par une série d'attentats commis en France, M. Bakhouch a considéré que ces actions étaient "l'expression d'un tournant décisif dans l'évolution de la guerre de libération nationale." Ce tournant, a-t-il expliqué, a été "amorcé par la structuration de la communauté algérienne immigrée à travers le territoire français, estimée à l'époque à quelque 300 000 personnes, dans les rangs de la FFFLN.

Ce qui apportait, en plus des hommes, un apport financier important pour les besoins de la guerre, que ce soit l'armement, la logistique ou la diplomatie." Revenant sur la création

d'un corps paramilitaire par la FFFLN en 1957 sur le territoire français, M. Bakhouch a indiqué que c'était "une décision bien réfléchie qui s'inscrivait dans la stratégie globale de la révolution et qui visait à transporter la guerre sur le territoire ennemi et desserrer l'étau sur le front interne." "L'objectif était l'instauration d'un climat de peur en France, de sorte même à obliger les autorités coloniales à maintenir le maximum de contingents en métropole, mais aussi d'influer sur l'opinion française pour provoquer une fracture en son sein," a souligné le moudjahid Abdelkader Bakhouch.

S'agissant des actions menées par les commandos de la FFFLN durant cette nuit du 24 au 25 août 1958 dans plusieurs villes françaises, il a dénombré 283 actions menées de Brest (Nord-ouest de la France) à Marseille (Sud) qui ont visé des installations économiques, des responsables politiques et sécuritaires, policiers et militaires, ainsi que des harkis, notamment connus.

Ces actions, a-t-il souligné, décidées par le Comité

de coordination et d'exécution (CCE), "ont été menées par les combattants de la FFFLN avec une discipline minutieuse et inégalée qui a secoué les autorités coloniales et l'opinion française qui découvre une autre facette du drame algérien." M.

Bakhouch fera remarquer, par ailleurs, que depuis leur création, les commandos de la FFFLN se sont singularisés par leurs attaques contre les installations économiques, les personnalités politiques et sécuritaires ainsi que les harkis, mais ne s'est jamais attaqué aux civils français.

"C'était un point d'honneur face à la propagande coloniale qui nous présentait comme terroristes," a-t-il précisé.

Pour sa part, Ouali Aït-Ahmed, moudjahid chargé de l'écriture de l'Histoire au bureau local de l'Organisation des moudjahidines (ONM), a souligné que "l'ouverture de ce second front du FLN en France participait de la stratégie d'ensemble de la guerre de libération nationale initiée et non un plan improvisé pour le seul but de desserrer l'étau sur l'intérieur."

cadre des Journées nationales du costume algérien.

Des conférences diffusées sur le Net porteront, entre autres, sur "le costume traditionnel algérien à travers l'histoire", "le costume traditionnel de Mostaganem entre le passé et le présent", a signalé le chef du service de l'activité culturelle à la Maison de la Culture "Ould Abderrahmane Kaki", Tahar Khoussa.

Au cours de cette manifestation, des ateliers seront organisés sur la conception de costumes traditionnels et la terminologie de l'habit local.

Un concours de la meilleure Chedda de Mostaganem et l'édition d'un livre illustré sur les habits traditionnels locaux ont été également prévus par les organisateurs.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE ANNABA

DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU

N° Identification Fiscale : 0521231200535

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n° 15/247 du 20/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, La Direction des ressources en eau de la Wilaya de Annaba informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à un Avis d'Appel d'Offres National ouvert avec exigence de capacités minimales n°06/2020 relatif à Aménagement et bétonnage du canal d'assèchement allelick pour la protection de la zone basse d'el bouni, Paru dans les quotidiens Nationaux DK NEWS et EDOUGH NEWS en date du 26/01/2020 et le BOMOP est attribué provisoirement à L'entreprise suivante :

N°	PROJET	ENTREPRISE RETENUE	MONTANT EN TTC APRES CORRECTION	DELAI DE REALISATION	NOTATION TECHNIQUE	OBSERVATION
N°01	Aménagement et bétonnage du canal d'assèchement allelick pour la protection de la zone basse d'el bouni	SARL FRERES KALKALA	134.089.200.00 DA	18 mois	71.89/100 points	Moins disant

N° IDENTIFICATION FISCALE : 000423036376166

- Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution provisoire auprès de la commission des marchés de la wilaya de Annaba, conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 20/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

- Les autres soumissionnaires sont invités à se rapprocher de la direction des ressources en eau de la wilaya d'Annaba au plus tard 03 jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres.

DÉBIT DE L'INTERNET Recherche de moyens d'unifier les efforts pour améliorer le débit internet

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumezar a présidé, mardi, une rencontre avec les responsables des trois opérateurs de téléphonie mobile pour "unifier les efforts et œuvrer à améliorer les services et le débit internet au profit des citoyens, en application des instructions données par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres", indique un communiqué du ministère.



Le ministre a annoncé, lors de cette rencontre, "la libération d'une bande du spectre de fréquences en coordination avec les différentes parties concernées, laquelle constitue une ressource rare et précieuse, en vue de la mettre à la disposition des opérateurs et leur permettre d'améliorer les prestations à travers une coordination étroite avec l'Autorité de régulation de la Poste et des Télécommunications".

Lors de ce débat "franc et fructueux", les opérateurs de téléphonie mobile ont fait part de leurs préoccupations en vue de les régler et assurer un haut et très haut débit, dans le respect du principe d'équité dans le traitement avec les différents opérateurs public et privés dans l'objectif d'améliorer la qualité des prestations et générer de l'emploi".

UNION AFRICAINE - TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES L'apport des technologies numériques dans le contexte de la pandémie

En dépit de l'épidémie de COVID-19, l'Union africaine (UA) a déclaré que grâce aux technologies numériques, le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) était toujours prévu pour le 1er janvier 2021.



Pour que le calendrier opérationnel de la ZLECA soit respecté, toutes les négociations en cours sur la ZLECA doivent également se poursuivre en ligne, a déclaré le bloc panafricain dans un communiqué publié mardi.

La remise officielle du bâtiment du Secrétariat de la ZLECA a par ailleurs eu lieu lundi à Accra, la capitale du Ghana. Au cours du sommet de l'UA qui s'est tenu en février 2020 à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, le Sud-Africain Wamkele Mene a été choisi comme premier secrétaire général de la ZLECA, et a prêté serment le 19 mars 2020 pour un mandat de quatre ans. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, la Commission de l'UA, comme la plupart des organisations intergouvernementales du monde, a basculé la plupart de ses activités en ligne, a rappelé l'UA dans son communiqué.

Plusieurs Etats membres de l'UA ont cependant exprimé des préoccupations quant à la fiabilité, la sécurité et la confidentialité des systèmes numériques utilisés pour faire fonction-

ner la ZLECA. Pour répondre à ces préoccupations, la Commission de l'UA a déjà reçu de nombreuses offres émanant du secteur privé, notamment la Plateforme virtuelle africaine de diplomatie commerciale (AVDP).

L'AVDP vise notamment à poursuivre la mise en place de la ZLECA au moyen des technologies numériques, en permettant aux Etats membres de participer efficacement et en toute sécurité aux négociations en cours. L'UA a souligné que toutes les études et analyses confirmaient que la ZLECA représentait la meilleure stratégie pour aider l'Afrique à se remettre de la pandémie de COVID-19. La Commission de l'UA a espéré que les technologies numériques pourraient jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'une coopération positive entre les Etats membres, afin notamment de garantir un processus de réouverture et de relance de l'économie sûr, intelligent et harmonisé.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LA WILAYA DE LAGHOUAT
DIRECTION DE L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
LAGHOUAT-ROUTE DE DJELFA
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCAL-NIF: 099803019005331

AVIS D'INFRACTUOSITE

En application des dispositions du décret présidentiels N° 15-247 en date de 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
La DIRECTION DE L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE et de la construction de la wilaya de Laghouat.
* Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis APPEL Offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° : 11/2020 lancées dans les quotidiens « DK NEWS » en Date du 29/06/2020 portant à la :
* Réhabilitations des voies communes de Laghouat Inonder - UN SEULE LOT.

Réhabilitations de certains tronçons voirie city Mamoura boustan Travaux de commune Laghouat
108 route nationale N 1 depuis l'entree sud lot boamer lot Réhabilitations des voiries

commune Laghouat
Travaux de la route reliant la clinique au pont via le lycée dans le city burje senussi commune Laghouat
* qui a l'issue de l'évaluation des offres techniques et financier conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, le marché relatif est attribue provisoirement à :

ENT	Désignation Du Projet	Montant/DA	Délai	OBS
//	<ul style="list-style-type: none"> Réhabilitations des voies commune de Laghouat Inonder - UN SEULE LOT. Réhabilitations de Travaux de certains tronçons voirie city Mamoura boustan commune Laghouat 108 lot Réhabilitations des voiries route nationale N 1 depuis l'entree sud lot boamer commune Laghouat Travaux de la route reliant la clinique au pont via le lycée dans le city burje senussi commune Laghouat 	INFRACTUEUX		Dépassement d'AP

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Laghouat dans un délai de 10 dix jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les journaux aux.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA DE TIZI-OUZOU ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE DE PROXIMITE DE DRAA BEN KHEDDA

Avis de Recrutement Par Voie de Concours Sur Titres

No	Grades	Nbre De Postes	Conditions de Recrutement
01	Médecin généraliste de santé publique	11	Parmi les candidats titulaires d'un diplôme de docteur en Médecine ou d'un titre reconnu équivalent

Dossier à fournir :

- ▶ Une demande manuscrite de participation au concours sur titre.
- ▶ Copie conforme à l'original du titre ou du diplôme requis.
- ▶ Copie des bulletins de notes
- ▶ Copie certifiée con forme à l'original du document justifiant la situation du candidat vis-à-vis du service national.
- ▶ Copie de la pièce d'identité nationale.
- ▶ Extrait d'acte de naissance.
- ▶ Extrait du casier judiciaire N°03, en cours de validité.
- ▶ Deux (02) photos d'identité.
- ▶ Attestation de travail précisant l'expérience professionnelle du candidat dans la spécialité dument visées par l'organe de sécurité sociale, pour l'expérience acquise dans le secteur privé, le cas échéant.
- ▶ Une copie conforme à l'originale du relevé de note du cursus de formation.
- ▶ Une attestation justifiant la période de travail effectuée par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle ou sociale des jeunes diplômés et précisant l'emploi occupé, le cas échéant.

N.B:

- ▶ Date limite de dépôts des dossiers est de vingt (20) jours à partir de la date de publication du présent avis.
- ▶ Le dossier doit être envoyé à la direction de l'Établissement Public de Santé de Proximité de Draa BEN Khedda.

Programme de la soirée

TF1 21:05



Chicago Med

Will se fait fracturer sa voiture et voler l'arme qu'il dissimulait à l'intérieur. Il cache cette information essentielle à Natalie. Ava et Connor ne parviennent pas à régler leur différend. Manning s'occupe d'un patient atteint d'un cancer et qui semble faire une réaction allergique à sa chimiothérapie. Hank est sous le choc lorsque l'homme qui a abusé de lui quand il était enfant est admis aux urgences. April refuse de le soigner tandis qu'Ethan se sent obligé, par déontologie, de le prendre en charge.

france 2 21:05



Nina

Alors que Dr N'Guyen annonce qu'il va démissionner, Nina apprécie de plus en plus son métier d'infirmière depuis qu'elle travaille avec son frère, le Dr Smireni. Ensemble, ils s'occupent de Joanna qui est en rémission depuis son cancer mais épuisée. Steve, son petit ami, lui aussi atteint d'une tumeur cancéreuse, lui propose de l'épouser. C'est symbolique mais tout le service se mobilise pour organiser une cérémonie. Mais la joie est de courte durée. Une tribune s'est effondrée au stade.

france 3 20:55



Conversation dans le désert avec Pierre Michon

Pierre Michon est reconnu comme l'un des plus grands écrivains français contemporains. Mais il est un auteur «rare» car il publie peu. Sylvie Blum l'avait déjà filmé il y a quinze ans aux Cards, dans son village natal de la Creuse. Aujourd'hui, alors qu'il écrit un nouveau livre, son premier depuis «Les Onze» en 2009, Pierre Michon, qui se rendait dans le désert du Néguev, dans le sud d'Israël, l'a invitée à le suivre.

CANAL+ 20:45



Victor & Célia

Victor, coiffeur trentenaire, rêve de se mettre à son compte. Il est parvenu à convaincre son ami Ben de devenir son partenaire et avec l'aide de Max, comptable et ami, le jeune homme est sur le point de racheter une ancienne quincaillerie pour en faire son salon de coiffure. Mais un événement tragique contrarie ses plans. Victor décide alors de contacter Célia, une ancienne condisciple de son école de coiffure. Il veut lui proposer de devenir son associée. Mais la jeune femme commence par hésiter.

6 20:35



Coast Guards

Depuis qu'une tempête a décimé son équipe de sauveteurs en mer, le légendaire Ben Randall se consacre à la formation des jeunes recrues. Parmi les nouveaux arrivants, il remarque un garçon particulièrement insolent, Jake Fischer. Ben tente de lui inculquer tout ce qui pourrait faire de lui un grand sauveteur. Une fois son diplôme obtenu, Jake suit Randall en Alaska, dans l'une des pires zones maritimes du globe.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2538

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

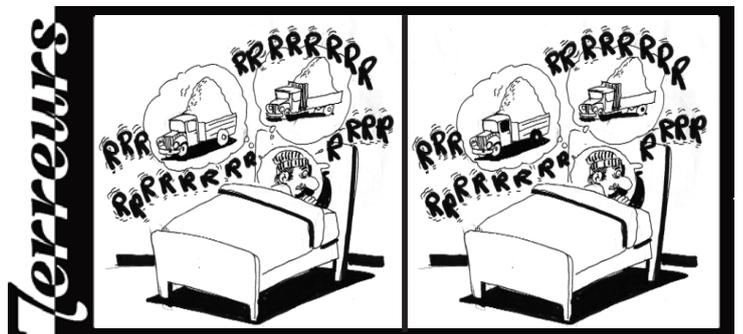
Horizontalement:
Verticalement:

- 1 - Macrobiotique
 - 2 - Processus de calcul - Rayons bronzants
 - 3 - Fin tissu - Ebrécha
 - 4 - En matière de - Elles tiennent bien la bride
 - 5 - Trou de façade - Lieu de forçage
 - 6 - Barlotière - Élément d'atmosphère
 - 7 - Génisse privée de liberté - Prenons pour moitié
 - 8 - Possédée - Source de cadres - Périodes
 - 9 - Vérifie - Rivière alpine
 - 10 - Virage en planches - Téléphone - Musique moderne
- A - De bon coeur
 - B - Groupe de graines - Nom de Voltaire
 - C - Engendra - Croqueuse de pomme
 - D - Qui se ronge facilement - 999 pour César
 - E - Poudre pour le cuir - Punaises d'eau
 - F - Numéro 85 - Machine volante
 - G - Néant - Se donna du mal
 - H - Bien chargés - Un tiers
 - I - Assemblée - Adversaire du F.L.N.
 - J - Orchestre
 - K - Digitaliser
 - L - Elargir - Support de soc

«La franchise ne consiste pas à dire ce qu'on pense, mais à penser ce qu'on dit.»

Hypolite de Livry

Mots croisés n°2538



JUDO

La Fédération Algérienne ouvre ses portes aux athlètes issus de l'émigration

La Fédération algérienne de judo (FAJ) a annoncé mercredi avoir décidé d'ouvrir les portes de ses différentes sélections nationales aux athlètes algériens issus de l'émigration ou établis à l'étranger.

"Les judokas algériens issus de l'émigration ou établis à l'étranger, qui désirent défendre les couleurs de leur pays peuvent désormais y parvenir.

Il leur suffit de faire part de leur volonté à Abdelkrim Rouibet, le responsable chargé du judo algérien en Europe.", a indiqué la FAJ dans un bref communiqué, diffusé sur les réseaux sociaux. En effet, même s'ils sont établis à l'étranger, les sportifs algériens ont le droit de défendre les couleurs de leur pays, et sont donc potentiellement sélectionnables dans les différentes équipes nationales, précise la même source.

D'autres disciplines sportives, comme le football, la natation, l'escrime, la gymnastique, ont déjà ouvert leurs portes à des athlètes algériens issus de l'émigration, et ces derniers ont été à la hauteur de la confiance placée en eux, en représentant dignement les couleurs de leur pays. M.Rouibet est lui aussi établi en France, plus précisément à Sartrouville, d'où il se chargera de recevoir les athlètes désireux de représenter leur pays lors des prochaines manifestations sportives. Jusque-là, les différentes sélections algériennes de judo étaient composées exclusivement d'athlètes nés et formés en Algérie.

TENNIS - TOURNOI DE CINCINNATI

La Tunisienne Ons Jabeur qualifie en quarts de finale

La Tunisienne Ons Jabeur (39e mondiale), a réalisé un nouvel exploit en se qualifiant mercredi pour les quarts de finale du tournoi de Cincinnati, organisé exceptionnellement à New York, après avoir battu facilement l'Américaine Christina McHale (90e mondiale) en deux manches (6/3, 6/0).

La jeune championne tunisienne (25 ans) avait balayé lundi (2e tour), la tenante du titre, l'Américaine Madison Key, 13e mondiale (6-4, 6-1).

Elle avait éliminé dimanche au premier tour, la Canadienne Leylah Annie Fernandez (11e) par 2 sets à 1 (0-6, 6-4, 6-3). Jabeur croisera le fer en quarts de finale avec Victoria Azarenka, qui a sorti la belge Elise Mertens (14e), 6-2, 6-3.

ATHLÉTISME

L'Américain Kendricks se rassure, la Française Samba-Mayela s'affirme

Eclipsé cette saison par le prodige suédois Armand Duplantis, l'Américain Sam Kendricks s'est rassuré avec un succès en 5,82 m lors du concours de la perche du meeting de Chorzow, mardi, tandis que la jeune Française Cyrena Samba-Mayela, 19 ans, s'est imposée sur 100 m haies. Avec ce saut, Kendricks, double champion du monde en titre, réussit ainsi sa meilleure sortie de la saison. L'Espagnol Orlando Ortega, médaillé d'argent des JO de Rio et 3e des derniers Mondiaux (2019) sur 110 m haies, l'a emporté facilement (13 sec 25) devant une faible opposition, tout comme l'Allemand Johannes Vetter au javelot (90,86 m).

Côté français, la satisfaction est donc venue de Samba-Mayela, avec un record personnel à la clé (12 sec 87). Vice-championne du monde cadette en 2017, entraînée par Teddy Tamgho, la handlleuse de Champigny-sur-Marne confirme son statut d'espoir de l'athlétisme tricolore dans l'optique des Jeux Olympiques de Paris-2024. Si Samba-Mayela a brillé, ce n'est pas le cas de Rénelle Lamote.

La double médaillée d'argent européenne du 800 m n'a pris que la 9e pla ce sur le double tour de piste en 2 min 01 sec 56, la victorieuse revenant à la Britannique Gemma Reekie (1 min 58 sec 63, record personnel).

APS

SPORT / ALGÉRIE - PANDÉMIE

La reprise "continuera à se faire de manière progressive"

La reprise des activités sportives "continuera à se faire de manière progressive" a indiqué mardi le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS) Sid Ali Khaldi, en marge d'une réunion présidée à Alger, dans le cadre d'un échange d'expériences avec d'autres pays africains, dans la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19).

"Comme premier pas, nous avons autorisé les athlètes d'élite à reprendre leurs activités, pour préparer les importantes échéances internationales par lesquelles ils sont concernés, notamment, les JO-2020 à Tokyo (repoussés à 2021) et les JM-2021 (reportés à 2022)" a indiqué Sid Ali Khaldi.

Depuis peu, et comme deuxième pas dans cette perspective de reprise, la tutelle a décidé de "lever les mesures de suspension des activités statutaires des structures d'organisation et d'animation sportive", ce qui permettra aux Clubs, aux Ligues et aux Fédérations sportives de tenir enfin leurs Assemblées générales de l'exercice 2019. "Bien entendu, les mesures préventives, telles qu'énumé-



rées par la Commission nationale de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus et le Centre national de médecine du sport doivent être scrupuleusement respectées" pendant la tenue de ces assemblées, a encore tenu à rappeler la tutelle.

Il y a environ une dizaine de jours, la Direction générale des sports du mi-

nistère de la Jeunesse et des Sports avait entamé une série de discussions avec les différentes fédérations sportives, dont celle du football, en vue de la reprise des entraînements. A travers cette démarche, initiée par le ministre Sid Ali Khaldi, le MJS voulait prendre le dossier à temps, en attendant le feu vert des auto-

rités compétentes pour la reprise des activités sportives, et la réouverture des différentes installations sportives (stades, salles OMS, piscines...).

L'ensemble des compétitions sportives, toutes disciplines confondues, sont suspendues en Algérie depuis le 16 mars dernier, en raison du Covid-19.

SPORT / AFRIQUE - CORONAVIRUS

Khaldi : «L'échange d'expériences nous servira de levier, pour préparer l'après pandémie»

Les pays africains doivent se servir de l'échange de leurs expériences respectives dans la lutte contre la COVID-19 comme d'un "levier", pour préparer l'après pandémie et relancer leurs activités, aussi bien sur le plan sportif que du point de vue socio-économique, a préconisé mardi le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi.

M. Khaldi a présidé, en effet, une visioconférence, ayant réuni les ministres des sports de 25 pays africains, pour débattre de l'impact du nouveau coronavirus sur le sport, ainsi que sur ses répercussions sur l'aspect socio-économique du continent.

"Bientôt, cette pandémie ne sera plus qu'un souvenir et j'espère que l'échange de nos expériences dans la lutte contre le COVID-19 permettra d'aboutir à des conclusions, qui nous aideront à préparer l'après coronavirus" a souhaité le ministre.

Ayant siégé à cette conférence en tant que président, Sid Ali Khaldi avait délégué Salima Souakri, la Secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite de représenter l'Algérie et de faire part à l'assistance de son

expérience dans la lutte contre la pandémie du coronavirus.

L'ancienne judoka a ainsi exposé les différentes mesures prises par l'Etat algérien dans cette lutte, notamment, la fermeture de l'ensemble des installations sportives, l'arrêt immédiat des différents stages et compétitions, l'ajournement de toutes les réunions des structures d'animation sportives (clubs, ligues et fédérations), ainsi qu'une application rigoureuse des mesures sanitaires, particulièrement avec les athlètes revenus de l'étranger.

Les intervenants ont par la suite élargi leur débat à d'autres aspects, considérés comme étant tout aussi importants, car selon eux, et outre le sport, "la pandémie a eu un impact négatif sur les efforts consentis pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063".

En effet, "la situation déjà précaire" de certaines communautés a été considérablement "aggravée par la pandémie du nouveau coronavirus", d'où la nécessité selon les intervenants d'unir les efforts et "d'agir collectivement, dans le cadre d'une riposte socio-économique

globale, susceptible de fournir le soutien nécessaire aux communautés touchées et aux plus vulnérables, pour élaborer une stratégie de redressement, capable de reconstruire les moyens de subsistance à moyen et à long terme".

A ce propos, Khaldi a tenu à souligner "la clairvoyance de nos Chefs d'Etats de l'Union africaine, qui, dès le début de la pandémie, ont eu la sagesse de déployer un effort collectif et solidaire, pour lutter ensemble contre ce fléau inédit", ayant eu de lourdes conséquences sur les sociétés africaines et leurs économies.

"Fidèle à sa tradition de solidarité avec les pays africains frères, l'Algérie a déjà fait don d'une aide de 2 millions USD au fonds de l'Union africaine pour la lutte contre le coronavirus" a encore rappelé Khaldi.

Le MJS a conclu en déclarant que "le sport, par les valeurs nobles qu'il véhicule et l'engagement qu'il suscite, représente un motif d'espoir pour le continent africain dans son ambition de surmonter la crise" dans d'autres domaines et aller de l'avant.

ATHLÉTISME

Boudjemaa Zenia, premier mesureur international algérien

Le juge-arbitre régional Boudjemaa Zenia est devenu le premier mesureur international algérien, après son succès à un examen de graduation, passé en début d'année, en France, a-t-on appris mercredi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA).

Cet examen, organisé par l'Association des ma-

rathons internationaux et des courses sur route (AIMS), Zenia l'avait passé au mois de février dernier, à Amiens, et les résultats de son succès ont été révélés dernièrement.

Juge-arbitre relevant de la Ligue algéroise d'athlétisme (LAA), Zenia a travaillé d'abord pendant six ans pour arriver à décrocher ce Grade "B" des me-

sureurs internationaux.

En effet, son parcours du combattant avait commencé par une formation de mesureur de course sur route, le 7 novembre 2014, en marge du semi-marathon de Bejaia. Une formation encadrée par Jean Mari Grall, un expert AIMS / World-Athletics.

"Je suis très fier d'obtenir ce grade et je me

ments entièrement au service de l'athlétisme algérien.", a déclaré Zenia au site officiel de la FAA, juste après sa graduation.

Plein d'ambition, le juge-arbitre de la LAA a ajouté qu'il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, puisqu'il compte déjà passer à une étape supérieure, en obtenant le Grade "A".

LIGUE 1

Le CR Belouizdad reçoit mercredi le bouclier de champion d'Algérie 2019-2020

Le bouclier de champion d'Algérie de Ligue 1 2019-2020 sera remis mercredi (19h00) au CR Belouizdad, lors d'une cérémonie qui sera organisée dans les salons du Groupe "Madar-Holding", indique mardi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel.

Le CRB recevra le bouclier de champion d'Algérie 2019-2020 des mains du président de la LFP, Abdelkrim Meddour, précise la même source.

Le Président de la LFP présidera également une cérémonie similaire jeudi à Médéa pour honorer l'Olympique de Médéa, champion de la Ligue 2.

Pour rappel, la FAF avait validé l'arrêt du championnat de Ligue 1 en raison de la pandémie Covid-19, déclarant ainsi le CR Belouizdad champion de la saison 2019-2020.

Le CRB, leader de la Ligue 1 au terme de la 22^e journée, soit peu avant la suspension de la compétition décidée par le ministère de la Jeu-



nesse et des Sports le 16 mars dernier, a remporté le titre pour la 7^e fois de son his-

toire. Les Belouizdadis occupaient la 1^{ère} place avec 40 points, soit en avance de

trois points sur ses concurrents directs, le MC Alger et l'ES Sétif (37 points).

FC BARCELONE

Messi a décidé de ne "pas se présenter aux entraînements"

"Lionel Messi nous a communiqué qu'il n'allait pas se présenter aux entraînements", a annoncé à la presse le directeur sportif du FC Barcelone, Ramon Planes mercredi, assurant que le Barça cherche "la meilleure solution pour le club et pour Messi" dans ce début de divorce.

"Messi nous a communiqué qu'il n'allait pas se présenter aux entraînements", a annoncé Ramon Planes en marge de la présentation de la recrue portugaise Trincao, alors que l'effectif doit passer les tests PCR au coronavirus dimanche avant de reprendre l'entraînement lundi.

"Mais tous les échanges resteront entre les deux parties (le club et le joueur) et nous ne communiquerons pas sur ce qu'il se dit, par respect, car nous mettons tous nos efforts dans ce dialogue", a coupé le secrétaire technique du Barça, équivalent du poste de directeur sportif dans le club catalan.

"Il faut avoir un respect énorme pour ce qu'est Messi et pour son his-

toire. On ne pense à aucune clause dans son contrat.

Le mariage de Messi avec le Barça a apporté beaucoup aux deux (au club et au joueur), beaucoup de joie aux supporters et, en interne, nous travaillons pour convaincre Messi, pour trouver la meilleure solution pour le Barça et pour Messi", a souligné Planes lors de cette conférence de presse virtuelle, mercredi à la mi-journée. "Ce n'est pas une dispute entre Messi et le Barça, aucun des deux ne mérite ça. Nous travaillons pour construire un Barça gagnant. Il n'y a aucune division au sein du club sur Leo (Messi). N'importe quel connaisseur du football veut qu'il reste ici pour gagner encore. C'est un gagnant", a conlinué le dirigeant.



"Nous voyons Messi comme un joueur du Barça. Aujourd'hui arrive Trincao, et on espère qu'il triomphera aux côtés de Messi.

Le Barça s'est reconstruit plusieurs fois durant son histoire, et il est toujours revenu plus puissant.

Notre idée c'est de le faire encore une fois, autour du meilleur joueur du monde", a répété le directeur sportif, qui ne perd pas espoir de retenir la superstar au club.

ESPAGNE

Motion de censure contre la direction du Barça

Une motion de censure a été déposée par un entrepreneur contre la direction du Barça présidée par Josep Bartomeu, au lendemain de la demande de départ de Lionel Messi.

"Je viens de déposer une demande écrite pour solliciter un vote de censure contre Josep Maria Bartomeu et toute sa direction.

Ils ne peuvent être une minute de plus à la tête du club", a écrit Jordi Farré, sur son compte Twitter.

Ce candidat déclaré à la présidence du club - qui appartient à ses supporters abonnés - avait jugé mardi dans un communiqué que l'annonce par Lionel Messi de sa volonté de quitter le Barça était "une preuve de

plus du désordre" au sein du club.

Un appel circulé par ailleurs sur les réseaux sociaux pour demander aux supporters mécontents de se rassembler à 19h00 (18h00 heures algériennes) afin de demander la démission de Bartomeu.

Une petite centaine d'entre eux s'était déjà rassem-

blée mardi soir sous les fenêtres du bureau du très critiqué président tant l'annonce de Lionel Messi avait provoqué un séisme.

Encore sous contrat avec le FC Barcelone jusqu'au 30 juin 2021, la star de 33 ans a communiqué au club par courrier recommandé qu'il souhaitait "unilatéralement" résilier son contrat.

Un plafonnement des salaires envisagé pour le football européen

Le président de l'Union des associations européennes de football (UEFA) Aleksander Ceferin, pense qu'un système de plafond salarial pourrait bien être instauré dans le football.

"Il y a des idées intéressantes mais nous avons besoin de plus de temps

pour analyser leur faisabilité avant de donner plus de détails", a déclaré Ceferin au magazine allemand Sport Bild mercredi.

"Cela n'a pas de sens de créer un système qui ne peut pas être contrôlé efficacement et donc toutes les solu-

tions doivent être fonctionnelles", a-t-il ajouté. Avec l'objectif d'amener plus d'équité financière dans le football européen, l'idée d'une "taxe de luxe" pour les clubs qui ne respecteraient pas les règles est "intéressante" et doit être "contrôlée".

L'Espagnol Rodrigo Moreno (Valence) signe à Leeds

L'attaquant international espagnol de Valence (Liga espagnole) va s'engager pour quatre saisons avec le club anglais de Leeds, promu en Premier League, rapportent mercredi des médias locaux.

En négociations depuis plusieurs jours, Valence et Leeds ont trouvé finalement un accord pour le transfert de l'international espagnol Rodrigo Moreno, dit Rodrigo, souligne la même source.

Passé par le Real Madrid puis Benfica, le joueur de 29 ans était arrivé à Valence en 2014. Il va signer un contrat de quatre ans avec Leeds, promu en Premier League et entraîné par Marcelo Bielsa, contre 30 millions d'euros plus 10 millions de bonus.

PARAGUAY-BRÉSIL

L'ancien footballeur brésilien Ronaldinho est arrivé à Rio après avoir quitté le Paraguay

L'ancien footballeur brésilien Ronaldinho, Ballon d'Or 2005, est arrivé mardi à bord d'un vol privé à Rio de Janeiro en provenance d'Asuncion, au lendemain de sa remise en liberté dans une affaire d'usage de passeports falsifiés, ont rapporté des médias.

Dans la capitale paraguayenne, à la sortie de l'hôtel où résidait l'ancien champion, des dizaines de fans s'étaient massés autour de sa voiture de luxe aux cris de "Ronaldinho nous t'aimons" et "Ronaldinho ne part pas". Le véhicule s'est ensuite dirigé vers l'aéroport international "Silvio Pettrossi" d'Asuncion.

Sur place, l'ex-footballeur, accompagné de son frère Roberto et de leur avocat brésilien Sergio Felicio Queiroz, se sont entretenus avec les autorités du ministère public et de la police de l'immigration pour valider le protocole de leur départ.

"Ronaldinho et son frère Roberto ont l'autorisation de voyager à partir de 11h00" locales, avait annoncé auparavant à la presse le ministre du Conseil de défense national, Federico Gonzalez.

Ronaldo de Assis Moreira, dit Ronaldinho, et son frère Roberto ont été remis lundi en liberté après plus de cinq mois de détention au Paraguay. Les deux hommes avaient été arrêtés le 6 mars dans ce pays pour usage de faux documents officiels.

L'ex-joueur du FC Barcelone et du Paris Saint-Germain s'est vu infliger une amende de 90.000 dollars et l'obligation d'informer la justice paraguayenne de tout changement d'adresse permanente.

Quant à son frère, il a été condamné à deux ans de prison avec sursis, au paiement d'une amende de 110.000 dollars et à l'obligation de se présenter tous les quatre mois devant un juge brésilien pendant deux ans.

La justice paraguayenne a considéré qu'il avait eu connaissance de la fraude.

Après avoir été détenus dans un commissariat d'Asuncion, où Ronaldinho a fêté ses 40 ans le 21 mars, les deux frères étaient assignés à résidence depuis presque cinq mois dans un hôtel de luxe de la capitale, contre le dépôt d'une caution de 1,6 million de dollars. Venus pour faire notamment la promotion d'un livre et une campagne de bienfaisance, ils sont accusés d'être entrés au Paraguay en possession de passeports paraguayens falsifiés.

Une vingtaine de personnes ont déjà été arrêtées dans le cadre de cette affaire, pour la plupart des fonctionnaires des services d'immigration ou des policiers.

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité



ANEP-SPA/PRESSE ECRITE
Pour un nouveau partenariat

RENOUVELLEMENTS DES CONVENTIONS DE PUBLICITE NOUVEAUX TARIFS

ACTUALISATION DES CONVENTIONS

1/ Nouveaux critères et nouveaux tarifs publicitaires

- Renouveler les conventions de publicité, en adoptant les 15 critères transitoires élaborés par l'ANEP.
- Les critères relatifs à la constitution du dossier conventionnel et les critères d'attribution.
- Les nouvelles conventions prendront effet à partir du 01 Janvier 2021.
- La durée de la convention est limitée à trois (03) ans. Elle peut être renouvelée par tacite reconduction, ou résiliée sans préavis.
- Elle ne peut être modifiée ou révisée au cours de l'exercice (l'année en cours).
- L'élaboration ou le renouvellement de toute convention de publicité, est fixée pour la période du 01 au 30 décembre de chaque exercice (année en cours).

2/ Attribution de la publicité :

En plus des 15 critères transitoires (pour la constitution du dossier administratif conventionnel ou pour bénéficier de la publicité publique), et en attendant l'établissement futur d'un office de justification de la diffusion (OJD) de droit Algérien, la publicité publique, qui est une forme d'aide indirecte de l'état à la presse écrite imprimée, sera attribuée sur la base de trois (03) paliers distinctifs et progressifs :

1^{er} Palier : Ce palier est constitué des journaux qui ont moins de quatre (04) ans d'existence ininterrompue.

2^e Palier : Il inclut les journaux qui ont de cinq (05) à quinze (15) ans d'existence.

3^e Palier : Il inclut les journaux ayant 15 ans et plus d'existence.

A préciser : Toute reprise d'une publication après cessation de parution durant 90 jours sera considérée comme une nouvelle édition et devrait faire l'objet de nouvelles procédures d'agrément et de la signature, en bonne et due forme, d'une nouvelle convention avec l'ANEP. (Voir article 18 du code de l'information).

3/ Tarification :

- Etant donné que l'ANEP est le médiateur unique entre les différents annonceurs, opérateurs, administrations et autres entreprises publiques, d'une part, et les supports publicitaires (journaux), d'autre part ;
- Etant donné que l'ANEP est le seul régisseur de la publicité publique.
- Et afin de simplifier les opérations de facturation et de comptabilité...

L'ANEP appliquera à partir du 1^{er} janvier 2021 les tarifs suivants :

1^{er} Palier : (15 ans et plus)	
1/32	10 000 DA/HT
1/16	20 000 DA/HT
1/8	40 000 DA/HT
1/4	80 000 DA/HT
1/2	160 000 DA/HT
1 PAGE	300 000 DA/HT
2^e Palier : (de 5 ans à 15 ans)	
1/32	9 000 DA/HT
1/16	18 000 DA/HT
1/8	35 000 DA/HT
1/4	70 000 DA/HT
1/2	140 000 DA/HT
1 PAGE	260 000 DA/HT
3^e Palier : (moins de 4 ans)	
1/32	8 000 DA/HT
1/16	15 000 DA/HT
1/8	30 000 DA/HT
1/4	60 000 DA/HT
1/2	120 000 DA/HT
1 PAGE	200 000 DA/HT

La publicité en couleurs :	
1/32	12 500 DA/HT
1/16	25 000 DA/HT
1/8	50 000 DA/HT
1/4	100 000 DA/HT
1/2	200 000 DA/HT
1 PAGE	400 000 DA/HT
1 page (24)	500 000 DA/HT
1/2 page (24)	300 000 DA/HT
1/4 page (24)	150 000 DA/HT
Oreille (P1)	65 000 DA/HT
Oreille (P24)	60 000 DA/HT
Bandeau (P1)	120 000 DA/HT
Bandeau (P24)	110 000 DA/HT
Double bandeau (P1)	240 000 DA/HT
Double Bandeau (P24)	220 000 DA/HT
Triple Bandeau (P1)	700 000 DA/HT
Triple Bandeau (P24)	330 000 DA/HT

4/ Prestation :

- La marge de 30% (pour prestation) sera généralisée et appliquée à toute la presse écrite nationale imprimée (privé ou publique), à compter du 1^{er} janvier 2021.

5/ Création d'une structure de « Photocomposition »

- Afin d'éviter les « mal-parues », qui représentent un énorme manque à gagner pour l'ANEP et pour les supports et sans les désagréments causés aux clients annonceurs, l'ANEP lancera à partir du 1^{er} janvier 2021 une structure de « Photocomposition ».

- Une marge de 5% sera prélevée en guise de prestation de service.

Cette structure permettra également aux supports de maîtriser leurs charges et rationaliser leurs effectifs.

6/ Délai de paiement :

- Le délai de trois (03) mois pour le paiement sera généralisé et appliqué à toute la presse écrite nationale.
- Le paiement doit être fait obligatoirement par voie de virement.

7/ Programmation de la publicité :

- La publicité ne sera pas programmée les jours de fêtes et les samedis. Toute exception sera liée à la demande du client (pour le samedi essentiellement).

8/ Relance des agences de publicité :

- Dans son plan de développement, et dans le but de créer de l'emploi et de la richesse, l'ANEP relance le partenariat avec les agences de publicité à travers les 58 wilayas du pays (les 10 wilayas déléguées étant désormais comprises depuis le dernier découpage administratif).
- Les agences conventionnées seront chargées de :
 - La prospection des marchés de « PUB »
 - Des petites annonces.
 - Du recouvrement.
 - Et de toute démarche ou mission bénéfique porteuse d'une valeur ajoutée.

Les agences conventionnées seront sélectionnées suivant un cahier de charges qui en fixera les missions et arrêtera les conditions d'un partenariat « gagnant- gagnant ».

- Le nombre des agences sera arrêté ultérieurement.

MINISTRE DE LA COMMUNICATION
 Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité

ANEP-SPA/PRESSE ECRITE
 Pour un nouveau partenariat



* CONSTITUTION DU DOSSIER (Articles : 01/02/04/07/08/11/12/13/14)
 * CRITERES TRANSITOIRES D'ATTRIBUTION DE LA PUBLICITE (Articles : 03/05/06/09/10/13/15)

1- AVOIR UN REGISTRE DE COMMERCE

- Article 4 de la loi 04/08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales et l'article 4 de décret exécutif N°97-41 (18 janvier 1997) relatif aux conditions d'inscription au registre de commerce.

- Articles 4 et 12 de la loi organique 12-05 relative à l'information.

2- DISPOSER D'UN AGREMENT DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION

-Articles 13 et 16 de la loi organique 12-05/ code de l'information.

3- DECLARATION D'EXISTENCE / IMPOT

-Article 183/ loi en vigueur (modifié par l'article 14 de la loi des finances 2007).

- Extrait de rôle apuré (trois mois).

4- ATTESTATIONS NIS/NIF

a/ Numéro d'identification des statistiques (NIS)

Décret législatif N°94-01 relatif au système statistique : chapitre 3 ... il est institué un numéro d'identification statistique, des personnes physiques et morales résident sur le territoire national.

b/ Numéro d'identification fiscale (NIF)

-Demande d'immatriculation auprès des services fiscaux compétents lors de la souscription de la déclaration d'existence.

- A la suite de cette demande un numéro d'identification fiscale (NIF) est attribué par la direction générale d'impôts.

5- SITUATION VIS-A-VIS DE LA CNAS

-Loi 83/14 relative aux obligations des assujetties en matière de Sécurité sociale.

-Articles 6 et 8 :

(Article 8) sont obligatoirement affiliées à la Sécurité sociale les personnes, de quelque nationalité que ce soit, qui exercent en Algérie une activité salariée ou assimilée.

6- TIRAGE

-Mentionner le tirage du jour précédent est obligatoire/ Article 26 de la loi organique 12-05 relative à l'information : toute publication doit mentionner sur chaque numéro : le nombre de copies du tirage précédent.

7- LA NATURE DU JOURNAL : LOCAL, REGIONAL OU NATIONAL

-Article 65 du code des marchés publics (l'Avis d'appel d'offre est rédigé en langue arabe et, au moins dans une langue étrangère).La nature du journal est liée avec la nature de l'appel d'offre. Il est publié obligatoirement dans le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP), et dans deux quotidiens nationaux diffusés au niveau national.

8-CREATION DE JOURNAUX

- Article 25 de la loi organique 2012

«Une même personne morale de droit Algérien ne peut posséder, contrôler ou diriger qu'une seule publication périodique d'information générale de même périodicité éditée en Algérie».

9-CORRUPTION

-La poursuite du directeur de la publication pour corruption peut engendrer la suspension de la PUB pour le même motif Article 9 de code pénal.

10- PRETE-NOM

-Article 16/ code de l'information 12/05 : « l'agrément est incessible sous quelque forme que ce soit :

-Article 31/ les prête-noms sont interdits (la propriété de l'agrément est personnelle et individuelle).

-Article 23/ conditions pour être responsable de rédaction.

* pour les quotidiens et les hebdomadaires :

-Le Directeur de la publication (10 années d'ancienneté)

*Pour les périodiques :

-Le Directeur de la publication (5 années d'ancienneté).

11- DIFFAMATION

-Ne pas faire l'objet d'une condamnation infamante (Article 23 code de l'information)

12- LE TAUX DE LA PUBLICITE ATTRIBUE A UNE EDITION

-Le taux attribué ne peut dépasser le 1/3 du nombre de pages de l'édition (Article 28 du code de l'information).

13- ETHIQUE

Article 92 (dans l'exercice de l'activité journalistique/ le journaliste est tenu de veiller au strict respect de l'éthique et de la déontologie).

Article 97 (les violations des règles d'éthique et de déontologie de la profession de journalisme exposent leurs auteurs à des sanctions ordonnées par le conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie..).

Le respect de l'éthique est référentiel lors de l'attribution de la publicité.

14- LA PUBLICATION DES COMPTES SOCIAUX ANNUELS

Sur deux journaux dans les deux langues (arabe et français) est obligatoire (Article 30 de la loi organique 12/05). La publication des comptes sociaux annuels certifiés est obligatoire.

15- NATURE DE L'EDITION

Ne pas être une édition d'un parti ou de toute autre organisation partisane ou associative.

-(Article 57 de la loi organique N° 12/04 relative aux partis politiques : le parti politique peut disposer de revenus liés à son activité et résultant d'investissements non commerciaux. Il est interdit au parti politique d'exercer toute activité commerciale.

-(Article 2/loi N° 12/08 du 12 janvier 2012 relative aux associations...).

COOPÉRATION

Boukadoum reçoit le nouvel ambassadeur de Tanzanie en Algérie...

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a reçu mardi au siège du ministère M. Jacob Gideon Kingu, qui lui a remis les copies figurées des Lettres de créances, l'accréditant en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République unie de Tanzanie, auprès de la République algérienne démocratique et populaire, a indiqué un communiqué du ministère.

...et le nouveau représentant résident du CICR

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a reçu mardi au siège du ministère, Mme Valérie Aubert, qui lui a remis les Lettres de Cabinet, l'accréditant en qualité de Représentante résidente du Comité international de la Croix-Rouge, auprès de la République algérienne démocratique et populaire, indiqué un communiqué du ministère.

RETOUR DE LA LIBYE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Belhimer : "une impulsion pour l'UMA"

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Ammar Belhimer, a estimé que le retour de la Libye sur la scène internationale et son affranchissement de l'état du terrorisme devront impulser l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui est l'un des objectifs de l'Algérie nouvelle.

"Le retour de la Libye sur la scène internationale et son affranchissement de l'état du terrorisme sont à même de donner une impulsion au projet d'union maghrébine, qui est l'un des objectifs tracés pour l'édification de l'Algérie nouvelle, sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune", a indiqué M. Belhimer dans une interview accordée à l'agence de presse russe Sputnik.

"Le problème libyen concerne les Libyens seuls", a réaffirmé M. Belhimer soulignant que "la sécurité de la Libye étant étroitement liée à celle de l'Algérie, celle-ci applaudit et soutient tous les efforts visant à réunir les Libyens autour de la table de négociations, unir leurs rangs et préserver leur intégrité territoriale". S'agissant de la position de l'Algérie quant à "l'initiative du souverain marocain, Mohamed VI, pour régler les différends" entre les deux pays, le porte-parole du Gouvernement a assuré que l'Algérie "est favorable à toute initiative visant l'édification et la réunification". Il a plaidé, à ce propos, pour l'adoption du dialogue, des voies et moyens légaux et de la transparence avec le respect des spécificités et de la souveraineté de chaque pays et des principes fondamentaux de la diplomatie algérienne, basés sur la non-ingérence dans les affaires internes des Etats.

Construire un édifice maghrébin uni, un objectif commun entre l'Algérie et le Maroc

Soulignant que "le Maroc est un pays voisin et frère avec lequel l'Algérie a des relations historiques et civilisationnelles profondes" et que les deux pays avaient pour "objectif commun l'édification d'un édifice maghrébin uni" M. Belhimer a souligné l'existence de la volonté politique chez les dirigeants des deux

pays outre la communauté du destin à la lumière des défis de l'heure, notamment les implications de la crise sanitaire que traverse le monde.

"L'Algérie ne fait aucunement cas des tentatives visant à troubler le climat de fraternité entre les deux peuples car le but suprême pour elle est la mobilisation des volontés et des capacités pour l'édification d'une union maghrébine forte à même de nous permettre de protéger nos intérêts et de défendre notre unité", a-t-il précisé dans ce sens.

Et d'ajouter que "cette démarche obéit au respect total des chartes internationales et décisions de la communauté internationale en matière de protection des peuples et de consécration de leur droit à l'autodétermination", comme c'est le cas pour la question sahraouie.

A propos de la coordination algéro-tunisienne concernant le dossier libyen, le porte-parole du Gouvernement a rappelé le rejet de l'Algérie de toute ingérence étrangère ou militaire susceptible de saper tous les efforts politiques consentis pour la réappropriation de la Libye par les Libyens, affirmant que la coordination avec la Tunisie visait à "bloquer les issues aux groupes terroristes qui visent à déstabiliser la région". Concernant la réalité d'une coordination entre l'Algérie et la Turquie sur ce dossier, M. Belhimer a rappelé que la Turquie "est un pays partenaire", notamment dans le domaine économique, et dont les relations avec l'Algérie étaient des "liens solides" séculaires, précisant que l'Algérie "n'a eu de cesse d'œuvrer à la recherche de solutions à la crise libyenne avec tous les pays pouvant apporter des propositions positives pour sortir ce pays de la spirale de la guerre et des affrontements.



La question de savoir si l'Algérie pouvait autoriser l'utilisation de son territoire dans le conflit en cours en Méditerranée, le ministre de la Communication a réitéré que "l'Algérie, partant du principe de non-ingérence dans les affaires internes des Etats, rejette toute forme d'atteinte à la souveraineté nationale ainsi que l'utilisation de la logique de force dans la région, sous quelque prétexte que ce soit".

L'Algérie "ne veut pas être partie prenante dans une guerre d'intérêts qui cache des visées de démantèlement des pays de la région sous le couvert de la lutte antiterroriste ou la poursuite des groupes armés", a soutenu le ministre de la Communication.

S'agissant du phénomène de recrudescence des groupes terroristes dans la région Sahélo-saharienne et les dangers qu'ils font peser sur la sécurité de l'Algérie, M. Belhimer a rappelé que "l'Algérie a été, dans les années 90, le premier pays cible du terrorisme, d'où sa grande expérience dans la lutte contre ce phénomène transnational et transcontinental". Il a mis en avant, dans ce sens, le travail de terrain des différents corps de sécurité et les efforts de la diplomatie pour contenir ce fléau dans le monde.

Algérie-Russie : Des relations "très privilégiées"

Evoquant les relations bilatérales avec la Russie, le ministre de la Communication les a qualifiées de "très privilégiées" à la faveur d'une constante coopération commune. L'Algérie et la Russie entretiennent des relations cordiales, fraternelles et stratégiques à la fois", a-t-il souligné.

Pour M. Belhimer, la crise sanitaire à laquelle le monde est confronté, depuis des mois en raison de la pandémie Covid-19, a mis en avant "la qualité et la solidité" des relations algéro-russes, à travers les aides médicales envoyées à l'Algérie.

Concernant la question palestinienne, le ministre de la Communication a rappelé "les constantes de la politique extérieure de l'Algérie" et qu'elle "demeurera, peuple est gouvernement, avec la Palestine qu'elle ait raison ou tort". "Nous sommes pour toute position ou initiative servant la question palestinienne et préservant son territoire et ses droits et nous réitérons notre engagement en faveur de la défense de cette cause en toutes circonstances et occasions", a déclaré M. Belhimer.

En réponse à des questions sur des dossiers nationaux, le Porte-parole

du Gouvernement a expliqué que l'ensemble des créneaux du champ médiatique hérité, qu'il a qualifié de "chaotique" nécessitent un "assainissement", mettant en avant la succession de chantiers lancés pour la réforme et l'assainissement du secteur des "intrus et opportunistes". En matière de lutte contre la propagation du nouveau Coronavirus, le ministre a rappelé la batterie de mesures arrêtées à cet effet, soutenant que "l'Etat n'a pas hésité une seconde à prendre les mesures adéquates pour contenir l'impact de la pandémie, aussi bien aux plans sanitaire que social et économique".

Pour ce qui est de l'incidence de cette pandémie sur le Plan d'action du Gouvernement pour cette année, M. Belhimer a fait savoir que "certains projets ont dû être gelés ou ajournés" néanmoins, a-t-il assuré, "les projets vitaux ont été maintenus, même si c'est à rythme plus léger".

Il a rappelé, à ce propos, "la nouvelle vision" du Gouvernement pour la relance de l'activité économique et la recherche de nouveaux mécanismes pour son développement, notamment à travers la promotion des exportations hors hydrocarbures. Quant à l'amendement constitutionnel, "revendication populaire de la société algérienne pour la concrétisation des réformes escomptées et le changement du mode de gouvernance", le ministre a expliqué que la consultation de toutes les parties avait pris le temps nécessaire pour englober toutes les questions à même de permettre l'édification de l'Algérie nouvelle.

L'enrichissement du document se poursuivra jusqu'à maturation juridique, politique et sociale du projet et le parachèvement ainsi de ses fondements avant de le soumettre au peuple pour référendum, a-t-il conclu.

ANP

Destruction de 7 casemats à Boumerdes et Batna et 4 bombes artisanales à Médéa

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont découvert et détruit, lors de deux opérations de fouille et de ratissage menées à Boumerdes et Batna, sept casemats pour terroristes et quatre bombes de confection artisanale à Médéa, selon un bilan opérationnel de l'ANP durant la période du 19 au 24 août 2020, rendu public mardi. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit, lors de deux opérations de fouille et de ratissage menées à Boumerdes et Batna, sept (07) casemats pour terroristes, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a détruit quatre (04) bombes de confection artisanale à Médéa", note la même source, soulignant que "dans la dynamique des efforts continus pour la lutte antiterroriste et contre toute forme de criminalité organisée, des unités

et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 19 au 24 août 2020, de multiples opérations aux résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers les différentes Régions militaires". Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des Garde-frontières ont saisi, durant la même période, "une grande quantité de kif traité s'élevant à quatre (04) quintaux et 61,5 kilogrammes, et ce, suite à une patrouille de fouille et de recherche menée près de Djennine Bourezg, wilaya de Naâma", alors que des détachements de l'ANP, les services de la Gendarmerie nationale, les Garde-frontières et les Garde-côtes, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, "ont appréhendé, lors d'opéra-

tions distinctes à Tlemcen, Aïn Témouchent, Naâma, Constantine et Béchar, huit (08) narcotrafiants et saisi un quintal et 42,6 kilogrammes de kif traité". Dans le même contexte, un détachement combiné de l'ANP a saisi "un véhicule tout-terrain chargé d'une importante quantité de psychotropes s'élevant à 731843 comprimés, alors que huit (08) narcotrafiants en possession de 21859 comprimés de la même substance ont été arrêtés à Ouargla, Relizane, Constantine, Batna et Tindouf". A Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, des détachements combinés de l'ANP "ont arrêté quatre (04) individus et saisi deux (02) camions, huit (08) véhicules tout-terrain, 63 groupes électrogènes, 25 marteaux piqueurs, 57 kilogrammes de produits explosifs, une tonne de mélange de pierres et d'or brut,

d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite en plus de 57,06 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, tandis que des quantités de carburants destinés à la contrebande s'élevant à 9636 litres ont été saisies à Tébessa, Souk-Ahras, El-Tarf, Bordj Badji Mokhtar et Tindouf", selon le même bilan. Par ailleurs, des Garde-côtes et les services de la Gendarmerie nationale "ont réussi à mettre en échec des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 329 personnes à bord d'embarcations pneumatiques à Oran, Mostaganem, Tlemcen, Aïn Témouchent et El-Tarf, alors que 69 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen, In Guezzam et Tamanrasset", conclut la même source.

APS